

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 652

4 mars 2016

### SOMMAIRE

Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV-FIS .....	31295	L'Art du Paysage S.à r.l. ....	31289
.....	31295	L'Art du Paysage S.à r.l. ....	31289
Akeance Group .....	31295	Lavipharm Group Holding .....	31251
ArcStore S.A. ....	31269	LNR Europe Holdings S.à r.l. ....	31290
Areff LP Holding S.à r.l. ....	31295	Mac Index Consulting S.à r.l. ....	31290
Aurea Finance Company .....	31250	Marima Finances S.A. ....	31251
Barbara Invest S.A. ....	31253	medi-K s.à r.l. ....	31295
Blue Power Group S.à r.l. ....	31296	METRACO Verwaltungsgesellschaft S.A. ...	31290
Cabinet Vétérinaire du Lac de la Haute Sûre S.à r.l. ....	31254	METRACO Verwaltungsgesellschaft S.A. ...	31290
Carlo Tassara Assets Management S.A. ....	31254	Metropolitan Trading Corporation S.A. ....	31291
CIS CLO Select I SICAV-SIF, S.A. ....	31257	Metropolitan Trading Corporation S.A. ....	31290
Codafra S.à r.l. ....	31274	Meubles Oestreicher S.à r.l. ....	31291
Construtec SA .....	31291	Micheline Invest S.A. - SPF .....	31252
Couleurs d'Ailleurs Sarl .....	31291	M Immobilier .....	31251
C.V.L.H.S. (Cabinet Vétérinaire du Lac de la Haute Sûre) s.à r.l. ....	31254	M Immobilier .....	31253
EHOF SCA SICAV SIF .....	31271	Navico S.A. ....	31252
Euro Prudence F.T. ....	31254	Paxedi S.A. - SPF .....	31250
Fairassetmanagementfunds .....	31254	Platinum Realty .....	31255
Filalou S.A. ....	31250	Rocket International S.A. ....	31253
Investify S.A. ....	31291	Theisen & Schmitz .....	31294
Jucalo .....	31296	Threadneedle Strategic Property Fund IV Lu- xembourg SA SICAV-SIF .....	31273
KKR Home Investment S.à r.l. ....	31289	Todev S.A. ....	31252
Lab Luxembourg S.A. ....	31269	Total Marine Solutions S.A. ....	31294
L'Art du Paysage S.à r.l. ....	31290	World Energy S.A. ....	31255
L'Art du Paysage S.à r.l. ....	31289	Xenfin S.A. ....	31295

**Aurea Finance Company, Société Anonyme.**

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 47.028.

## L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

des actionnaires d'Aurea Finance Company se tiendra le mardi 29 mars 2016 à 16 heures au siège de la société, 50 rue Basse à Steinsel avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice écoulé
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2015
3. Approbation des comptes arrêtés au 31 décembre 2015 et quitus aux administrateurs pour leur gestion
4. Répartition du bénéfice net distribuable
5. Renouvellement des mandats d'administrateur et de réviseur d'entreprises
6. Divers

Les actionnaires ayant l'intention d'assister à cette assemblée sont priés de bien vouloir en aviser la société par lettre, télécopie ou téléphone au moins une heure avant l'ouverture de ladite assemblée.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016070774/19.

**Paxedi S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 52.790.

Les actionnaires sont priés d'assister à

## L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 24 mars 2016 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2015,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016073786/833/17.

**Filalou S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 161.114.

Les actionnaires sont priés d'assister à

## L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 24 mars 2016 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2015,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016073789/833/18.

**Lavipharm Group Holding, Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 33.244.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le *14 avril 2016* à 13:00 heures au 24, rue Saint Mathieu L-2138 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30/06/2010.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes.
5. Renouvellement et / ou nominations des administrateurs.
6. Divers

L'assemblée générale extraordinaire du 25 février 2016 n'a pas pu délibérer valablement sur l'ordre du jour susmentionné, le quorum n'ayant pas été atteint.

*Le conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016073791/1267/19.

---

**Marima Finances S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 102.013.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social sis à L-1470 Luxembourg, route d'Esch, 7 en date du *22 mars 2016* à 16 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015 et du compte de résultats.
2. Discussion du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2015.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016073792/1004/19.

---

**M Immobilier, Société Anonyme.**

Siège social: L-1831 Luxembourg, 2, rue de la Tour Jacob.

R.C.S. Luxembourg B 82.453.

Les porteurs de parts sociales de la société sont invités à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra 2, rue de la Tour Jacob à Luxembourg, le mercredi, *23 mars 2016* à 10 heures.

*Ordre du jour:*

1. Communication des rapports du Conseil d'administration et du réviseur d'entreprise sur l'exercice 2015.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015.
3. Décharge à donner aux administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination d'un réviseur d'entreprise pour la vérification des comptes sociaux de l'exercice 2016.
6. Divers

L'Assemblée Générale Ordinaire sera suivie d'une

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

des actionnaires A 11 heures

Les porteurs de parts sociales qui désirent assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter, sont tenus de signifier cinq jours avant l'assemblée auprès du dépositaire, SGG S.A., Société Anonyme luxembourgeoise, ayant son siège au 412F, route d'Esch à L-2086 Luxembourg, de leur présence, contre récépissé valant carte d'entrée.

Les procurations devront être adressées au conseil d'administration cinq jours avant l'assemblée générale. Le conseil d'administration

M IMMOBILIER S.A.

Alain BERTRAND

Directeur

Référence de publication: 2016071992/27.

---

**Navico S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 156.415.

---

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 24 mars 2016 à 14.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2015,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016073787/833/17.

---

**Todev S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 97.166.

---

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 1686 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015208611/9.

(150233535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2015.

---

**Micheline Invest S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 53.372.

---

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 25 mars 2016 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2015,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016073788/813/17.

---

**Barbara Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 186.038.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 25 mars 2016 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2015,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016073790/833/17.

---

**M Immobilier, Société Anonyme.**

Siège social: L-1831 Luxembourg, 2, rue de la Tour Jacob.  
R.C.S. Luxembourg B 82.453.

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra 2, rue de la Tour Jacob à Luxembourg, le mercredi, 23 mars 2016 à 11 heures.

*Ordre du jour:*

1. Annulation de 55,28 actions au porteur non immobilisées et réduction du capital social en conséquence à concurrence de EUR 4.257,66 pour le ramener de son montant actuel de EUR 3.000.000.- à EUR 2.995.742,34 le tout conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur.
2. Modification afférente de l'article 5 des statuts.
3. Refonte complète des statuts.  
Le texte des nouveaux statuts est à la disposition des actionnaires au siège social. Les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire ne seront valablement pris que si la moitié du capital social sera présente ou représentée et que les résolutions seront adoptées à la majorité des voix de 2/3 des actions présentes ou représentées. Les actionnaires qui désirent se faire représenter à l'Assemblée devront envoyer les procurations au siège social cinq jours avant l'Assemblée.

*Le président du Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2016071993/21.

---

**Rocket International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 170.088.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 14 mars 2016 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2015,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2016069557/833/17.

---

**Euro Prudence F.T., Fonds Commun de Placement.**

La société de gestion EURO PROVIDENCE a décidé le 16 Février 2016 de liquider le compartiment ORCHIDEE du Fonds EURO PRUDENCE F.T.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 Février 2016.

Pour EURO PROVIDENCE SARL

Monsieur Jean-Paul CHERRIER, Gérant

Référence de publication: 2016072563/10.

---

**C.T.A.M. S.A., Carlo Tassara Assets Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 113.494.

RECTIFICATIF de l'acte numéro 2016070325 déposé le 24 février 2016 sous le numéro 160034152

Dans l'en-tête de la publication du projet de fusion, à la page 28239 du Mémorial C n° 589 du 27 février 2016, il y a lieu de corriger comme suit la première ligne:

*-au lieu de :*

"C.T.A.M. S.A., Carlo Tassara Assets Management S.A., Société Anonyme de Titrisation.",

*-lire:*

" C.T.A.M. S.A., Carlo Tassara Assets Management S.A., Société Anonyme"

Référence de publication: 2016073198/13.

---

**Fairassetmanagementfonds, Fonds Commun de Placement.**

R.C.S. Luxembourg B 31.093.

Für den Fonds gilt das Verwaltungsreglement, welches am 19. Februar 2016 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 19. Februar 2016.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2016069295/12.

(160032660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**C.V.L.H.S. (Cabinet Vétérinaire du Lac de la Haute Sûre) s.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Cabinet Vétérinaire du Lac de la Haute Sûre S.à r.l.).**

Siège social: L-9635 Bavigne, 41, Berelerwee.

R.C.S. Luxembourg B 165.338.

L'an deux mille quinze, le quatre décembre.

Par-devant Maître Mireille HAMES, notaire de résidence à Rambrouch.

Ont comparu:

Madame Chantal Josée Lily Marie dite Chantal VINCENT, médecin vétérinaire, née à Namur (B), le 29 novembre 1964 (matricule numéro 1964 11 29 02208), demeurant à L - 9635 Bavigne, 41 Berelerwee,

Laquelle comparante déclare être la seule associée, respectivement gérant unique de la société à responsabilité limitée «Cabinet Vétérinaire du Lac de la Haute Sûre S. à r.l.», établie et ayant son siège social à L - 9635 Bavigne, 41 Berelerwee, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 14 décembre 2011, publié au Mémorial C numéro 207 du 25 janvier 2012, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 165.338.

Ensuite la comparante, agissant en leurs dites qualités, représentant l'intégralité du capital social, a pris à l'unanimité le résolutions suivante:

*Première résolution:*

La dénomination de la société sera changée en C.V.L.H.S. (Cabinet Vétérinaire du Lac de la Haute Sûre) s. à r.l.

Dès lors l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

**Art. 2.** La société a la dénomination de  
«C.V.L.H.S. (Cabinet Vétérinaire du Lac de la Haute Sûre) s.à r.l.»

*Deuxième résolution:*

Il a été décidé d'élargir l'objet social de la société en vu de l'exploitation de tout commerce.  
L'article 5 aura dès lors la teneur suivante:

**Art. 5.** La société a pour objet l'exploitation d'un cabinet vétérinaire ainsi que la pratique de la médecine et de la chirurgie des animaux de compagnie. La société a également pour objet la délivrance de médicaments ainsi que la vente de produits alimentaires et d'accessoires.

La société aura également pour objet à titre accessoire la gestion de son propre patrimoine immobilier ou mobilier par l'achat, la location, la mise en valeur et la vente de toutes propriétés et droit immobiliers.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou le favorisent.

Elle pourra en outre faire le commerce de tout genre.

*Frais*

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.

Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, le comparant a déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Rambrouch, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Chantal VINCENT, Mireille HAMES.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 4 décembre 2015. DAC/2015/20790. Reçu soixante-quinze euros 75.- €

*Le Receveur (signé):* Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins d'administration.

Rambrouch, le 23 décembre 2015.

Référence de publication: 2016004459/47.

(160002662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2016.

---

**World Energy S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 156.706.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058347/9.

(160018236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

---

**Platinum Realty, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 53, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 116.482.

L'an deux mille seize, le quatorze janvier.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence Niederaanven (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

PLATINIUM REALTY, société à responsabilité limitée de droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 53, allée Scheffer, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.482, (numéro d'identification national: 2006 24 17 146), constituée sous la dénomination de Sàrl de l'Alzette suivant acte notarié en date du 22 mai 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1425 du 25 juillet 2006, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte notarié en date du 20 mars 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1015 du 17 avril 2015, ayant un capital social actuel de EUR 12.400 représenté par 100 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 124 chacune, toutes entièrement souscrites et libérées,

ici représentée par ses deux (2) seuls gérants, savoir Monsieur Jamal AKDIME, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 53, allée Scheffer et Monsieur Miloud AKDIME, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 53, allée Scheffer.

### Exposé

La partie comparante, telle que représentée, requiert le notaire instrumentant d'acter ses déclarations suivant résolutions de ses gérants, faites en application de l'article 274 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi"), comme suit:

Qu'en application des articles 278 et suivants de la Loi, la Société Absorbante DETENANT L'INTEGRALITE (100%) DES PARTS SOCIALES représentant la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dénommée DAMALI S.à.r.l., ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 53, allée Scheffer, (numéro d'identification national: 2005 24 06 618), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 107345, constituée suivant acte notarié en date du 1<sup>er</sup> avril 2005, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, numéro 848 du 6 septembre 2005 dont les statuts ont été modifiés suivant acte notarié en date du 16 octobre 2007 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2770 du 30 novembre 2007 ayant un capital social actuel de EUR 100.000 divisé en 100 parts d'une valeur nominale de EUR 1.000 chacune, toutes entièrement souscrites et libérées, (encore appelée Société Absorbée), a absorbé ladite société conformément au projet de fusion passé par acte authentique en date du 23 novembre 2015 par-devant le notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 3226 du 28 novembre 2015.

Que conformément aux articles 278, 279 et 267 de la Loi que les pièces requises par la Loi pour chacune des sociétés fusionnantes ont été tenues au moins un mois avant que la fusion ne prenne effet, à disposition des associés au siège des sociétés fusionnantes.

Les résolutions des gérants de la Société Absorbante ainsi que le certificat des deux associés de la Société Absorbante, après avoir été signés ne varient par les personnes comparantes es qualité qu'elles agissent et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être formalisés avec lui.

Qu'aucune approbation de la fusion, ni par l'assemblée générale de la Société Absorbante, ni par l'assemblée générale de la Société Absorbée, n'a été nécessaire, les conditions de l'article 279 de la Loi ayant été observées.

Qu'aucun actionnaire de la Société Absorbante n'ayant requis la convocation d'une assemblée, la fusion se trouvait réalisée un mois après le 28 novembre 2015, date de la publication du projet de fusion dans le Mémorial C.

Qu'en ces circonstances, la fusion se trouvait réalisée au 29 décembre 2015, et a entraîné de plein droit et simultanément les effets visés à l'article 274 de la Loi, notamment que la Société Absorbée DAMALI S.à.r.l. a cessé d'exister et que l'actif immobilier suivant a été transmis à la Société Absorbante:

1) Un bâtiment commercial sis à L-3898 FOETZ, 2, rue Du Brill, inscrit au cadastre comme suit:

COMMUNE DE MONDERCANGE, SECTION C DE FOETZ

Numéro cadastral 375/1121, lieu-dit «Rue du Brill», place (occupée), bâtiment commercial, contenant 22 ares 24 centiares.

2) Une place sise à L-3898 FOETZ, 2, rue Du Brill, inscrite au cadastre comme suit:

COMMUNE DE MONDERCANGE, SECTION C DE FOETZ

Numéro cadastral 375/1102, lieu-dit «Rue du Brill», place, contenant 55 centiares.

3) Une place sise à L-3898 FOETZ, 2, rue Du Brill, inscrite au cadastre comme suit:

COMMUNE DE MONDERCANGE, SECTION C DE FOETZ

Numéro cadastral 375/1103, lieu-dit «Foetzerkopp», place, contenant 42 centiares.

#### *Origine de propriété*

La société est devenue propriétaire de l'immeuble sub 1) pour l'avoir acquis originellement ensemble avec la société DFM INVESTISSEMENTS S.A. termes d'un acte vente reçu par le notaire Roger ARRENSDORFF, alors de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 6 mai 2005, transcrit au deuxième bureau des Hypothèques de Luxembourg le 26 mai 2005, volume 1481 numéro 75.

La prédite société DFM INVESTISSEMENTS a cédé ses parts indivises soit 21,62 % à la société DAMALI SARL aux termes d'un acte de vente reçu par le notaire Roger ARRENSDORFF, prénommé, en date du 2 février 2006, transcrit au deuxième bureau des Hypothèques de Luxembourg le 27 février 2006, volume 1522, numéro 36.

La société DAMALI SARL est propriétaire du bien sub 2) et 3) pour l'avoir acquis en partie sur la société civile immobilière VIGOR SCI aux termes d'un acte reçu par le prédit notaire Jean Seckler, en date du 31 octobre 2012, transcrit au deuxième bureau des Hypothèques de Luxembourg le 30 novembre 2012, volume 1928, numéro 1.

Qu'enfin les conditions de l'article 279 de la Loi ayant été observées, la fusion aura effet à l'égard des tiers après la publication du présent acte suivant les prescrits de l'article 273 de la Loi.

Les frais et honoraires des présentes sont à la charge de la Société Absorbante.

Pour l'exécution des présentes, il est élu domicile par la partie comparante en son siège social.

Conformément à l'article 271 (2) de la Loi, le notaire soussigné déclare par la présente qu'il a effectué les vérifications nécessaires et certifie l'existence et la validité des actes et formalités entrepris par les Sociétés Fusionnantes.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg date qu'en tête des présentes.



Après lecture faite aux comparants et interprétation leur donnée en langue française, connus du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Jamal Akdime, Miloud Akdime, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 15 janvier 2016 1LAC / 2016 / 1373. Reçu 75.-€

*Le Receveur* (signé): Paul Molling.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 3 février 2016.

Référence de publication: 2016062522/84.

(160023712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2016.

**CIS CLO Select I SICAV-SIF, S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 40-42, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 203.709.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsechzehn, am sechsundzwanzigsten Januar.

Vor der unterzeichneten Notarin Léonie GRETHEN, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Inpanita Lux, eine Aktiengesellschaft mit Sitz in 40-42, Grand-Rue, L-6630 Wasserbillig, im Einregistrierungsprozess beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister,

hier vertreten durch Herrn Jörg Niedermeyer, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in 41A, avenue J.F. Kennedy, L-2082 Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, ausgestellt am 19. Januar 2016.

Die erteilte Vollmacht, nach ne varietur Paraphierung durch den Erschienenen und der unterzeichneten Notarin, bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei, hier vertreten wie vorerwähnt, hat die Notarin gebeten, die folgende Satzung einer Aktiengesellschaft in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) (SICAV) festzulegen, die von ihr errichtet wird.

SATZUNG

**Art. 1. Name und Form.** Zwischen der Unterzeichneten und allen, welche zukünftig Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das „Gesetz von 2007“) unter dem Namen "CIS CLO Select I SICAV-SIF, S.A." (die "Gesellschaft"). Die Gesellschaft qualifiziert als alternativer Investmentfonds im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds (das „Gesetz von 2013“).

**Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Mervelt. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Sofern nach Ansicht des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben. Die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft ist für eine Laufzeit von zwölf (12) Jahren gegründet. Eine einmalige Verlängerung um drei (3) Jahre ist durch einen Beschluss von mindestens 66 % der Anteilseigner entsprechend dem Verfahren nach Artikel 22 möglich.

**Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft.** Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens zur Erreichung langfristiger Wertsteigerungen der von den Anlegern eingebrachten Anlagemittel durch den Erwerb und den Verkauf von Collateralized Loan Obligations (CLO) im Primär- und Sekundärmarkt und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Anlegern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

Der Verwaltungsrat kann gemäß Artikel 17 einen externen Verwalter alternativer Investmentfonds zur Ausübung von Aufgaben der kollektiven Verwaltung der Gesellschaft, insbesondere des Portfoliomanagements und des Risikomanagements („AIFM“), bestellen.

**Art. 5. Gesellschaftskapital/ Wertpapiere.** Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtnettovermögen der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 12 entsprechen. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt und hat sich zu jedem Zeitpunkt mindestens auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) zu belaufen. Dieses Mindestgesellschaftskapital ist innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht zu erreichen.

Das Gründungskapital beträgt 31.000,- Euro (einunddreißigtausend Euro) und ist in 3.100 (dreitausendeinhundert) Aktien ohne Nennwert eingeteilt.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, dass neben Aktien auch Genussscheine ausgegeben werden (gemeinsam die „Wertpapiere“). Genussscheine sind nicht Bestandteil des Gesellschaftskapitals.

Der Verwaltungsrat kann außerdem bestimmen, dass eine oder mehrere Wertpapierklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifischen Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Emissionsdokument der Gesellschaft beschrieben.

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Wertpapiere werden gemäß den Bestimmungen im Emissionsdokument der Gesellschaft entsprechend der durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagegrenzen angelegt.

**Art. 6. Wertpapiere und Zertifikate.** Aktien der Gesellschaft werden ausschließlich als Namensaktien und Genussscheine ausschließlich als Namenspapiere ausgegeben.

Für diese Wertpapiere wird am Firmensitz der Gesellschaft ein Aktien- und ein Genussscheinregister geführt. Diese Register enthalten jeweils den Namen eines jeden Anlegers, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Wertpapiere sowie ggf. das Datum der Übertragung eines jeden Wertpapiers. Die Eintragung im jeweiligen Register gilt als Nachweis der Berechtigung der eingetragenen Person an solchen Aktien bzw. Genussscheinen.

Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob Zertifikate ausgegeben werden oder ob der Anleger eine Bestätigung der Eintragung im jeweiligen Register erhält. Sofern Zertifikate ausgegeben werden, werden diese binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Wertpapiere eingegangen sind. Zertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurde.

Inhaber von Genussscheinen verfügen über kein Stimmrecht im Rahmen der Generalversammlungen der Aktionäre. Sie werden jedoch an den Ausschüttungen und den Netto-Liquidationserlösen im Verhältnis zu ihrem Wertpapierbesitz an der Gesellschaft beteiligt. Die mit Genussscheinen zusammenhängenden Rechte können nicht ohne vorherige Zustimmung ihrer Inhaber aufgehoben oder geändert werden.

Wertpapiere werden ausschließlich an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben, d.h. an institutionelle oder professionelle Anleger oder solche Anleger, die ein schriftliches Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger abgeben und (1) mindestens 125.000 Euro in die Gesellschaft investieren oder (2) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG bzw. der Richtlinie 2014/65/EU oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2009/65/EG, die ihren Sachverstand, ihre Erfahrung und Kenntnisse bestätigt, um die Anlage in die Gesellschaft angemessen beurteilen zu können, vorlegen.

Falls ein Anleger Wertpapiere der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Eine Übertragung von Wertpapieren ist nur möglich, wenn der Käufer ein sachkundiger Anleger im Sinne Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz etwaige restliche Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft übernimmt. Die Übertragung von Wertpapieren wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das jeweilige Register eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des jeweiligen Zertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Anleger muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung in das jeweilige Register mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Anlegern können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Anleger kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderungen seiner Adresse im jeweiligen Register beantragen.

Sofern ein Anleger keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Register eingetragen wird. Die Adresse des Anlegers wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Anleger der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Wertpapiere werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Anleger pro Wertpapier an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Wertpapierbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaft kann Wertpapierbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht; Aktien- bzw. Genussscheinsbruchteile berechtigen zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis.

Die Gesellschaft oder der AIFM, falls ein solcher bestellt wurde, werden dafür Sorge tragen, dass ihre Entscheidungsprozesse und organisatorischen Strukturen eine faire Behandlung der Anleger gewährleisten.

**Art. 7. Verlust oder Zerstörung von Zertifikaten.** Kann ein Anleger gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Zertifikat über ein ihm gehörendes Wertpapier abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Gesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Gesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Gesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Zertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Zertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Zertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Zertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Anleger Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Zertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalzertifikates entstanden sind.

**Art. 8. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Wertpapiere.** Wertpapiere an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Wertpapiere durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Anleger oder der Gesellschaft geht; oder
  - einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
  - bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird;
- oder
- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

- a) die Ausgabe von Wertpapieren oder deren Umschreibung im Aktien-bzw. Genussscheinregister verweigern,
- b) Wertpapiere zwangsweise zurücknehmen,
- c) bei Generalversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

**Art. 9. Ausgabe von Wertpapieren.** Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Wertpapiere zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Anlegern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Wertpapiere einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Wertpapieren einer Wertpapierklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Wertpapiere ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen im Emissionsdokument der Gesellschaft ausgegeben werden.

Der Ausgabepreis ist bei Ausgabe der Wertpapiere gänzlich oder teilweise auf die Weise zu entrichten, wie sie der Verwaltungsrat bestimmt und im Emissionsdokument nennt und ausführlich beschreibt.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise Mindestzeichnungsbeträge, die Zahlung von Ausgabeaufschlägen oder Ausgleichszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen.

Diese Bedingungen werden im Emissionsdokument genannt und ausführlich beschrieben.

Der Verwaltungsrat kann an jeden seiner Mitglieder, jeden Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Wertpapiere in Empfang zu nehmen und diese Wertpapiere auszuliefern.

Die Gesellschaft kann im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Wertpapiere gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, sofern eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik entspricht und innerhalb seiner Anlagebeschränkungen erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Wertpapieren gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Anlegern zu tragen.

Wertpapiere müssen voll eingezahlt werden. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die Aktien, die am Tage der Aktienaussgabe in Umlauf waren und neu ausgegebene Genussscheine haben dieselben Rechte wie die Genussscheine, die am Tage der Genussscheinaussgabe in Umlauf waren.

Die Zeichnung von Anteilen kann über Zahlungsverprechen erfolgen. Zahlungsverprechen sind bindende Angebote zum Erwerb von Gesellschaftsanteilen, welche das unwiderrufliche und unbedingte Versprechen, auf Verlangen der Gesellschaft oder des AIFM - den sogenannten Kapitalabruf - einen oder mehrere Anteile zu zeichnen und zwar bis zu dem in dem Zahlungsverprechen vorgesehenen Höchstbetrag. Der Anleger hält sich vier Jahre an das Zahlungsverprechen gebunden.

Die Gesellschaft und/oder der AIFM können Zahlungsverprechen nach ihrem freien Ermessen akzeptieren. Die Gesellschaft oder der AIFM können Kapitalabrufe in einer oder mehreren Tranchen und in der von ihnen festzulegenden Höhe tätigen.

Im Falle von Kapitalabrufen wird die Gesellschaft oder der AIFM die Anteilhaber schriftlich benachrichtigen. In der Benachrichtigung sind die Höhe des abgerufenen Kapitals sowie die Zahlungsfrist anzugeben. Den Anteilhabern ist eine Zahlungsfrist von mindestens zehn (10) Bankarbeitstagen einzuräumen.

Anteilhaber, deren Zahlungsverprechen noch nicht vollständig abgerufen worden sind, haben ein Recht auf Teilnahme an jedem weiteren Kapitalabruf. Die Höhe des jeweils abzurufenden Kapitals wird von der Gesellschaft oder dem AIFM proportional, also im Verhältnis zu allen noch nicht abgerufenen Zahlungsverprechen aller Anteilhaber der Gesellschaft bzw. der betreffenden Aktienklasse, bestimmt.

Der Verwaltungsrat oder der AIFM behalten sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Wertpapieren auszusetzen.

**Art. 10. Rücknahme von Wertpapieren.** Jeder Anleger kann innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Wertpapiere durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche im Emissionsdokument festgelegt werden, verlangen. Der Rücknahmepreis pro Wertpapier wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche zehn (10) Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Zertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Wertpapieren bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 13 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Wertpapierklasse gemäß Artikel 12 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen im Emissionsdokument. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung aufoder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Anteilwert von Wertpapieren, welche durch einen Anleger in einer Wertpapierklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat als Mindestzahl bzw. -wert festgelegt wurden, kann dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Besitzes des Anlegers in dieser Wertpapierklasse behandelt werden.

Wenn des Weiteren an einem Bewertungstag die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 11 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Interessen aller Anleger für erforderlich gehalten wird. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden in diesen Fällen am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Anleger, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Anleger aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Wertpapierklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Wertpapiere zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Anleger der entsprechenden Wertpapierklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Der Verwaltungsrat kann eine zwangsweise Rücknahme der Wertpapiere beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Wertpapieren des betroffenen Anlegers zu Lasten der Interessen der übrigen Anleger oder der Gesellschaft geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann (insbesondere, wenn es sich bei dem betroffenen Anleger nicht oder nicht mehr um einen Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 handelt) oder (iii) bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Des Weiteren kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschließen, Wertpapiere oder Wertpapierbruchteile der Gesellschaft zurückzukaufen, um auf die Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten an die Anleger auszuzahlen.

Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Anleger und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Wertpapierbesitz an der Gesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht in diesen Fällen dem Anteilwert am Tag der Rücknahme.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Wertpapiere werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zehn (10) Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

**Art. 11. Umtausch von Wertpapieren.** Sofern durch den Verwaltungsrat im Emissionsdokument nicht anderweitig festgelegt, ist jeder Anleger berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Wertpapiere in Wertpapiere einer anderen Wertpapierklasse zu verlangen, sofern verschiedene Wertpapierklassen eingerichtet wurden. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Wertpapieren einer Wertpapierklasse in Wertpapiere einer anderen Wertpapierklasse wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Wertpapierklassen an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Anleger in einer Wertpapierklasse gehaltenen Wertpapiere oder der gesamte Anteilwert der von einem Anleger in einer Wertpapierklasse gehaltenen Wertpapiere aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Anleger in einer solchen Wertpapierklasse gehaltenen Wertpapiere behandelt wird.

Wertpapiere, welche in Wertpapiere einer anderen Wertpapierklasse umgetauscht wurden, werden entwertet.

**Art. 12. Anteilwert.** Der Anteilwert pro Wertpapier jeder Wertpapierklasse wird in der Währung der dieser Wertpapierklasse - wie im Emissionsdokument festgesetzt - in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Emissionsdokument aufgeführten Rhythmus, mindestens jedoch einmal jährlich („Bewertungstag“) berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Wertpapierklassen ausgedrückt.

Er wird durch Division der Nettovermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der einer solchen Wertpapierklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der dieser Wertpapierklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der an diesem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Wertpapiere der entsprechenden Wertpapierklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste gängige Untereinheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten erfolgten, auf denen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Wertpapierklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, kann der Verwaltungsrat im Interesse der Anleger und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Wertpapierklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- (1) die im Gesellschaftsvermögen enthaltenen CLO-Wertpapiere;
- (2) die im Gesellschaftsvermögen enthaltenen Zielfondsaktien;
- (3) alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (4) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- (5) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (b) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (6) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (7) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- (8) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Wertpapieren an der Gesellschaft;
- (9) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- (a) der vernünftige vorhersehbare Verkaufspreis der CLO-Wertpapiere wird aufgrund der Preise bestimmt, wie sie in der Regel monatlich von dem Finanzdienstleister veröffentlicht werden, der die Emission des betreffenden CLO begleitet hat (mark-to-market);
- (b) die im Fondsvermögen enthaltenen offenen Zielfondsaktien werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

(c) der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

(d) der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist;

(e) der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.

(f) sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder

(d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.

(g) der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von der Gesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Anteilwert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet.

(h) der Bewertungspreis eines Geldmarktinstruments wird, ausgehend vom Nettoerwerbkurs und unter Beibehaltung der resultierenden Anlagerendite, sukzessive dem Rücknahmepreis angepasst. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen muss die Grundlage für die Bewertung verschiedener Anlagen an den neuen Marktrenditen ausgerichtet werden.

(i) sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem vom Verwaltungsrat auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung der jeweiligen Wertpapierklasse ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei der Verwahrstelle verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

## II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

(1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;

(2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);

(3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Verwahrstellengebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);

(4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);

(5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;

(6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Verwahrstelle und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren

und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Platzierungsmemoranden, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Anleger, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Es können innerhalb der Gesellschaft eine oder mehrere Wertpapierklassen eingerichtet werden:

a) Sofern mehrere Wertpapierklassen ausgegeben sind, werden die diesen Wertpapierklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam angelegt, wobei der Verwaltungsrat Wertpapierklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Anleger oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Wertpapierklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung der jeweiligen Wertpapierklasse gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Wertpapierklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung der jeweiligen Wertpapierklasse abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Wertpapieren einer Wertpapierklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Wertpapierklasse beziehungsweise den Wertpapierklassen zugeordnet, welche ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft erhöhen;

c) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Wertpapierklasse beziehungsweise denselben Wertpapierklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Wertpapierklasse(n) in Anrechnung gebracht;

d) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Wertpapierklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Wertpapierklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet;

e) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Anleger einer Wertpapierklasse wird der Anteilwert dieser Wertpapierklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher AIFM, von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der AIFM mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Anleger bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Wertpapiere der Gesellschaft gemäß Artikel 10 dieser Satzung werden als bestehende Wertpapiere behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von der Gesellschaft oder dem AIFM an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Wertpapiere werden ab dem Zeitpunkt, welcher von der Gesellschaft oder vom AIFM an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Wertpapiere behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der Gesellschaft oder der Wertpapierklasse ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

**Art. 13. Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes.** Der Verwaltungsrat oder der AIFM ist ermächtigt, die Berechnung des in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen der Anleger schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern;

- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Anteilwerte wird den Anlegern per Post oder E-Mail an die im jeweiligen Register eingetragenen Adressen mitgeteilt.

**Art. 14. Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionär oder Inhaber anderer Wertpapiere an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

**Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 21 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

**Art. 16. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

**Art. 17. AIFM.** Der Verwaltungsrat kann unter seiner Verantwortung einen AIFM mit der kollektiven Verwaltung der Gesellschaft, insbesondere der Verwaltung der Vermögenswerte (einschließlich des Portfoliomanagements und des Risikomanagements), aber auch, falls vom Verwaltungsrat beschlossen, mit weiteren Aufgaben betreffend die Administration und den Vertrieb von Wertpapieren der Gesellschaft betrauen.

Der AIFM ist, sofern er mit der Ausübung administrativer Aufgaben betraut wurde, für die Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft verantwortlich.

Er ist befugt, alle Maßnahmen im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftsführung zu treffen und alle unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten der Gesellschaft verbundenen Rechte auszuüben und insbesondere Aufgaben ganz oder teilweise an qualifizierte Dritte zu übertragen.

Der AIFM erfüllt seine Pflichten mit der Sorgfalt eines bezahlten Auftragnehmers.

Wenn der AIFM Aufgaben des Portfoliomanagements an einen Dritten überträgt, dürfen nur solche Unternehmen bestellt werden, die zum Zwecke des Portfoliomanagements zugelassen oder registriert sind und der Beaufsichtigung durch eine öffentliche Behörde unterliegen.



Der AIFM kann, wie im Einzelnen im von der Gesellschaft herausgegebenen Emissionsdokument beschrieben, einen Investmentmanagementvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) ("Investment Manager") abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft Anlageentscheidungen treffen soll(en), und/oder einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) ("Anlageberater") abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en). Der AIFM kann Investmentbeiräte berufen und deren Vergütung festsetzen. Diese Beiräte sollen aus fachkundigen Personen mit entsprechender Erfahrung bestehen. Die Beiräte haben lediglich eine beratende Funktion und treffen keinerlei Anlageentscheidungen.

Anlageentscheidungen, die Platzierung von Ordnern und die Auswahl von Brokern fallen unter den ausschließlichen Aufgabenbereich des AIFM, sofern dieser nicht einen Investment Manager mit dem Portfoliomanagement betraut hat.

Die Übertragung von Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch den AIFM in keiner Weise beeinträchtigen; insbesondere darf sie weder den AIFM daran hindern, im Interesse der Anleger zu handeln, noch verhindern, dass die Gesellschaft im Interesse der Anleger verwaltet wird.

**Art. 18. Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens acht Tage vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung mit schriftlich, per Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel erteilter Vollmacht durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Sofern sämtliche Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und sich damit einverstanden erklären, kann auf die ordnungsgemäße Einberufung verzichtet werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 19. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

**Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates.** Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

**Art. 21. Anlagepolitik.** Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in CLO-Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlage-

grenzen der Gesellschaft, wie sie in dem von der Gesellschaft herausgegebenen Emissionsdokument beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007. Die betreffenden Beteiligungen können entweder direkt oder über Tochtergesellschaften gehalten werden.

**Art. 22. Generalversammlung.** Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Die Gesellschaft ist an Ihre Beschlüsse gebunden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg-Stadt an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Donnerstag des Monats März um 11 Uhr 30 abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktienregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 23. Generalversammlungen der Aktionäre einer Aktienklasse.** Aktionäre einer Aktienklasse können zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Aktienklasse betreffen, abhalten.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 22 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung der Aktionäre einer Aktienklasse durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 24. Verwahrstelle.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Verwahrstellenvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor ("Verwahrstelle") abschließen.

Die Verwahrstelle wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Verwahrstelle als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Verwahrstellenbestellung jederzeit im Einklang mit dem Verwahrstellenvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Verwahrstelle zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Verwahrstelle wird die bisherige Verwahrstelle zum Schutz der Interessen der Anleger ihren Pflichten als Verwahrstelle vollumfänglich nachkommen.

Falls das Recht eines Drittstaates verlangt, dass bestimmte Finanzinstrumente bei einer lokalen Einrichtung gehalten werden und es keine lokalen Einrichtungen gibt, die den Übertragungsanforderungen des Gesetzes von 2013 entsprechen, ist die Gesellschaft ausdrücklich befugt, die Verwahrstelle in einem schriftlichen Vertrag von der Haftung im Rahmen der Verwahrung dieser Finanzinstrumente freizustellen, soweit die Verwahrstelle von der Gesellschaft oder dem AIFM, sofern einer bestellt wurde, angewiesen wurde, die Verwahrung dieser Finanzinstrumente an eine lokale Einrichtung zu übertragen und soweit die weiteren Voraussetzungen des Artikels 19 (14) des Gesetzes von 2013 erfüllt sind.

**Art. 25. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

**Art. 26. Geschäftsjahr.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. November jeden Jahres und endet am 31. Oktober des Folgejahres. Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

**Art. 27. Ausschüttungen.** Das Recht auf Ausschüttungen, einschließlich Zwischenausschüttungen, werden vom Verwaltungsrat für jede Wertpapierklasse wie im Emissionsdokument näher beschrieben und im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften, bestimmt.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensaktien und -genussrechten erfolgt an deren im jeweiligen Register vermerkte Adressen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der ausgegebenen Wertpapierklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

**Art. 28. Auflösung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der auf dieser Versammlung vertretenen Aktien.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird der Generalversammlung durch den Verwaltungsrat auch dann vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließen und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Gesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gefallen ist, abgehalten werden kann.

**Art. 29. Auflösung und Verschmelzung von Wertpapierklassen.** Der Verwaltungsrat kann beschließen, eine oder mehrere Wertpapierklassen zusammenzulegen, oder eine oder mehrere Wertpapierklassen aufzulösen, indem die betroffenen Wertpapiere entwertet werden und den betroffenen Anlegern der Anteilwert der Wertpapiere dieser Wertpapierklasse(n) zurückerstattet wird.

Der Verwaltungsrat ist befugt, einen der vorgenannten Beschlüsse zu fassen

- im Falle einer wesentlichen Änderung der sozialen, politischen oder wirtschaftlichen Lage in den Ländern, in denen die Wertpapiere dieser Wertpapierklasse vertrieben werden, oder

- im Rahmen einer Rationalisierung, oder

- sofern ein im Emissionsdokument für eine Wertpapierklasse angegebenes Zielvolumen nicht erreicht wurde bzw. es nicht absehbar ist, dass ein solches Zielvolumen erreicht werden kann.

Der Liquidationserlös, der von Anlegern nach Abschluss der Liquidation nicht gefordert wurde, bleibt bei der Verwahrstelle für den nach Luxemburger Recht erforderlichen Zeitraum deponiert und wird anschließend bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt, wo er nach Ablauf der gesetzlichen Fristen verfällt.

Der Beschluss des Verwaltungsrates gemäß dem ersten Absatz dieses Artikels über die Verschmelzung wird den betroffenen Anlegern mitgeteilt. In diesem Fall ist es den betroffenen Anlegern erlaubt, während der Mindestdauer eines Monats ab dem Datum der erfolgten Mitteilung die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch aller oder eines Teils ihrer Wertpapiere zu dem anwendbaren Anteilwert zu beantragen. Nach Ablauf dieser Periode ist die Verschmelzung für alle verbleibenden Anleger bindend. Im Falle der Verschmelzung einer oder mehrerer Wertpapierklassen der Gesellschaft mit einem luxemburgischen "fonds commun de placement" ist der Beschluss jedoch nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Anleger bindend, bei allen anderen Anlegern wird davon ausgegangen, dass sie einen Antrag auf Rücknahme ihrer Wertpapiere gestellt haben.

Der Erlös aus der Auflösung von Wertpapieren, der von den Anlegern nach erfolgter Auflösung einer Wertpapierklasse nicht gefordert wurde, wird bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt, wo er nach Ablauf der gesetzlichen Fristen verfällt.

Die Gesellschaft hat die Anleger durch Veröffentlichung einer Rücknahmeankündigung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung hierüber zu informieren. Sind alle betroffenen Anleger und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt, so erfolgt die Rücknahmeankündigung mittels Brief an diese Adressaten.

**Art. 30. Liquidation.** Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Der Netto-Liquidationserlös der Gesellschaft wird von den Liquidatoren an die Anleger im Verhältnis zu ihrem Wertpapierbesitz verteilt. Der Verwaltungsrat kann im Emissionsdokument genauer regeln, wie im Hinblick auf die verschiedenen Wertpapierklassen verfahren wird.

Wird die Gesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Verteilung der Liquidationserlöse und sehen die Hinterlegung bei der Caisse de Consignation für alle Beträge vor, die bei Abschluss der Liquidation von den Anlegern nicht eingefordert wurden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

**Art. 31. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorumserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das "Gesetz von 1915") unterliegt, geändert werden.

**Art. 32. Interessenkonflikte.** Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

"Entgegengesetztes Interesse" entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfasst, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

**Art. 33. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, das Gesetz von 2013 und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Investmentgesellschaft und endet am 31. Oktober 2016.

Die erste Generalversammlung findet im Jahre 2017 statt.

#### *Zeichnung und Einzahlung*

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft von EUR 31.000,- (einunddreißigtausend Euro) eingeteilt in 3.100 (dreitausendeinhundert) Aktien ohne Nennwert wurde wie folgt gezeichnet:

- Inpanita Lux, vorgenannt: dreitausendeinhundert Aktien . . . . .	3.100
TOTAL: dreitausendeinhundert Aktien . . . . .	3.100

Sämtliche Aktien wurden voll in bar eingezahlt, sodass der Betrag von EUR 31.000,- (einunddreißigtausend Euro) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies der unterzeichneten Notarin nachgewiesen wurde.

#### *Erklärung*

Die unterzeichnete Notarin erklärt hiermit, dass sie die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 genannten Bedingungen festgestellt hat und bestätigt ausdrücklich, dass diese erfüllt worden sind.

*Kosten*

Die Gründungskosten welche der Investmentgesellschaft in Rechnung gestellt werden belaufen sich auf ungefähr EUR 2.600,- (zweitausendsechshundert Euro).

*Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters*

Die oben genannte Person, die das gesamte gezeichnete Kapital repräsentiert, hat unverzüglich folgende Beschlüsse gefasst:

1) Als Verwaltungsratsmitglieder der Investmentgesellschaft wurden gewählt:

- Herr Thorsten STEFFEN, geboren am 20. Juli 1973 in Wiesbaden, Bundesrepublik Deutschland, beruflich ansässig in 7A, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen;
- Herr Klaus GRONER, geboren am 4. Oktober 1950 in Stuttgart, Bundesrepublik Deutschland, beruflich ansässig in Hauptstraße 81, D-65760 Eschborn, Bundesrepublik Deutschland;
- Frau Inès BARTSCH, geboren am 14. März 1990 in Bad Soden am Taunus, Bundesrepublik Deutschland, beruflich ansässig in Bahnhofstraße 13, CH-8808 Pfäffikon, Schweiz.

Ihr Mandat endet mit der Jahreshauptversammlung im Jahr 2017.

2) Zum Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) der Investmentgesellschaft wurde bestellt:

- ERNST & YOUNG, eine Aktiengesellschaft mit Sitz in 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 47771.

Sein Mandat endet mit der Jahreshauptversammlung im Jahr 2017.

3) Sitz der Investmentgesellschaft ist: 40-42, Grand-Rue, L-6630 Wasserbillig, Gemeinde Mertert.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Erschienenen, welcher der Notarin mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat derselbe mit der Notarin gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Niedermeyer, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 janvier 2016. Relation: 1LAC/2016/3014. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

*Le Receveur* (signé): Paul MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den Februar.8 2016.

Référence de publication: 2016063604/704.

(160025301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

**Lab Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5366 Münsbach, 9, rue Henri Tudor.

R.C.S. Luxembourg B 50.922.

**ArcStore S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5366 Münsbach, 9, rue Henri Tudor.

R.C.S. Luxembourg B 80.500.

L'an deux mille seize, le dix-huit février, par-devant Maître Jacques KESSELER, notaire résidant à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg,

ont comparu:

(1) LAB Luxembourg S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 9, rue Henri Tudor, Parc d'Activité Syrdall, L-5366 Münsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et dont le numéro d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est le B 50.922 («LABLUX»),

représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Pétange, en vertu des résolutions du conseil d'administration de LABLUX en date du 3 février 2016;

ET

(2) ARCSTORE S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 9, rue Henri Tudor, Parc d'Activité Syrdall, L-5366 Münsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et dont le numéro d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est le B 80.500 («ARCSTORE»),

représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Pétange, en vertu des résolutions du conseil d'administration de ARCSTORE en date du 3 février 2016.

Les copies desdites résolutions, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

Les comparants représentés comme mentionné ci-dessus ont requis le notaire instrumentant d'acter comme suit les stipulations d'un projet de fusion (le «Projet de Fusion»).

**1. Description de la fusion.** LABLUX entend fusionner avec ARCSTORE par absorption de cette dernière, dont elle est, à la date du présent Projet de Fusion, l'actionnaire unique (la «Fusion»), selon la procédure de la fusion simplifiée telle que prévue aux articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

## **2. Modalités de la fusion.**

### **2.1 Renseignements généraux concernant les sociétés parties à la Fusion**

#### **(a) La société absorbante (art. 261 (2) a) de la Loi)**

LABLUX est une société anonyme de droit luxembourgeois constituée sous la dénomination sociale «LAB Luxembourg S.A.» (anciennement «LAB Datavault PSF S.A.»), aux termes d'un acte notarié établi pardevant Maître Francis Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 30 juin 1995 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 496 du 30 septembre 1995.

Les statuts de LABLUX ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 31 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1261 du 16 mai 2014.

Le siège social de LABLUX est sis 9, rue Henri Tudor, Parc d'Activité Syrdall, L-5366 Münsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

LABLUX est immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 50922.

LABLUX va agir en qualité de société absorbante dans le cadre de la Fusion.

Le capital social de LABLUX s'élève, à la date du présent Projet de Fusion, à un montant de EUR 370.000, représenté par 27.219 actions, sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées.

#### **(b) La société absorbée (art. 261 (2) a) de la Loi)**

ARCSTORE est une société anonyme de droit luxembourgeois constituée sous la dénomination sociale "Arcstore S.A.", aux termes d'un acte notarié établi par-devant Maître André Jean-Joseph Schwachtgen, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 1<sup>er</sup> février 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 755 du 13 septembre 2001.

Le siège social de ARCSTORE est sis 9, rue Henri Tudor, Parc d'Activité Syrdall, L-5366 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

ARCSTORE est immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 80500.

ARCSTORE va agir en qualité de société absorbée dans le cadre de la Fusion.

Le capital social de ARCSTORE s'élève, à la date du présent Projet de Fusion, à un montant de EUR 31.000 représenté par 1.000 actions d'une valeur nominale de EUR 31 chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées (les «Actions»).

### **2.2 Lien capitalistique entre LABLUX et ARCSTORE**

A la date du présent Projet de Fusion, LABLUX est l'actionnaire unique (100%) de ARCSTORE.

### **2.3 Date d'effet comptable (art. 261 (2) e) de la Loi)**

Suite à la réalisation de la Fusion d'un point de vue juridique, celle-ci sera réputée, sur le plan comptable, avoir été réalisée avec effet au 31 octobre 2015 (la «Date d'Effet Comptable»). Par conséquent, les opérations de ARCSTORE seront, d'un point de vue comptable, considérées comme ayant été accomplies pour le compte de LABLUX à compter de la Date d'Effet Comptable.

### **2.4 Droits assurés par LABLUX (art. 261 (2) f) de la Loi)**

LABLUX étant l'actionnaire unique de ARCSTORE, ne bénéficiant d'aucun droit spécial et n'étant porteur d'aucun titre autre que les Actions, aucun avantage particulier ne lui sera conféré.

**2.5 Avantages particuliers conférés (art. 261 (2) g) de la Loi)** Aucun avantage particulier ne sera attribué aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle de LABLUX et d'ARCSTORE.

### **2.6 Prise d'effet de la Fusion entre LABLUX et ARCSTORE**

A défaut de convocation d'une assemblée extraordinaire des actionnaires de LABLUX conformément à l'article 279 (1) c) de la Loi, la Fusion prendra effet d'un point de vue juridique entre les Parties à l'expiration du délai d'un (1) mois courant à compter de la date de publication du présent Projet de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en application des dispositions de l'article 9 de la Loi (la «Date d'Effet»).

### **2.7 Actifs et passifs transmis**

En conséquence de la Fusion, tous les actifs et passifs d'ARCSTORE, y compris toutes sûretés ou privilèges sur ces actifs et passifs, seront transférés à titre universel à LABLUX.

Lesdits actifs et passifs seront transférés à leur valeur comptable nette non corrigée à la Date d'Effet Comptable (ie, tels que figurant au bilan intermédiaire d'ARCSTORE tel qu'établi et arrêté au 31 octobre 2015).

## 2.8. Formalités de fusion

LABLUX procédera à l'accomplissement de l'ensemble des formalités nécessaires ou utiles à l'effet de donner ses pleins effets à la Fusion, et notamment à l'effet de procéder à la transmission universelle de patrimoine comprenant l'ensemble des éléments d'actif et de passif d'ARCSTORE au bénéfice de LABLUX.

Suite à la réalisation de la Fusion et conformément à la Loi, ARCSTORE sera réputée avoir été dissoute de plein droit mais non liquidée, et l'ensemble de ses éléments d'actif et de passif sera transmis en faveur de LABLUX, en conséquence de quoi l'ensemble des Actions représentant l'intégralité du capital social et des droits de vote d'ARCSTORE seront annulées de plein droit.

## 2.9. Autres effets de la Fusion

### (a) Mandats sociaux existants au sein de ARCSTORE

Les mandats des administrateurs d'ARCSTORE prendront fin de plein droit à la Date d'Effet. Il leur sera donné quitus à la Date d'Effet pour toutes leurs actions entreprises dans le cadre de leur mandat depuis le 31 octobre 2015, jusqu'à la Date d'Effet.

### (b) Mandats sociaux existants au sein de LABLUX

Les mandats des membres du conseil d'administration de LABLUX ne seront pas affectés par la réalisation de la Fusion, de telle sorte qu'à la Date d'Effet, le conseil d'administration de LABLUX demeurera constitué comme suit:

(i) Monsieur Allan Patrick Lowe, résidant au 6, rue de la Montagne, L-5234 Sandweiler, Grand-Duché de Luxembourg, dont le mandat expirera à la date à laquelle sera tenue l'assemblée générale des actionnaires de LABLUX, qui sera appelée à se prononcer sur les comptes sociaux de cette dernière au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2015;

(ii) Monsieur Bernard Moreau, résidant au 54, rue Principale, L-5241, Sandweiler, Grand-Duché de Luxembourg, dont le mandat expirera à la date à laquelle sera tenue l'assemblée générale des actionnaires de LABLUX, qui sera appelée à se prononcer sur les comptes sociaux de cette dernière au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2015; et

(iii) Madame Gillian Arcone, résidant au est sis 198, rue Principale, L-5366 Münsbach, Grand-Duché de Luxembourg, dont le mandat expirera à la date à laquelle sera tenue l'assemblée générale des actionnaires de LABLUX, qui sera appelée à se prononcer sur les comptes sociaux de cette dernière au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

**3. Mentions complémentaires.** L'ensemble des frais, coûts ou dépenses entraînés au titre de la Fusion et dus en raison du présent acte par ARCSTORE seront intégralement supportés par LABLUX.

LABLUX se conformera à la Loi ainsi qu'à l'ensemble des obligations légales et réglementaires en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, et fera son affaire, tant pour son compte, que pour le nom et pour le compte de ARCSTORE, de procéder à l'ensemble des déclarations et/ou paiements d'impôts ou taxes, encourus, liés ou causés directement ou indirectement par la réalisation de la Fusion.

Les documents sociaux de ARCSTORE seront conservés au siège social de LABLUX sis 9, rue Henri Tudor, Parc d'Activité Syrdall, L-5366 Münsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Le présent Projet de Fusion sera déposé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, pour être ensuite publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, un (1) mois au moins avant la Date d'Effet, conformément aux dispositions des articles 262 et 279 (1) de la Loi.

Le notaire soussigné atteste la conformité du présent Projet de Fusion aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi.

Dont acte, fait et passé à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

Après lecture faite, le mandataire de ARCSTORE et de LABLUX a signé avec Nous, le notaire, le présent Projet de Fusion.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23 février 2016. Relation: EAC/2016/4532. Reçu douze euros 12,00 €

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016072904/126.

(160036916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

---

**EHOF SCA SICAV SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 157.783.

In the year two thousand fifteen, the eleventh day of December,

Before us Maître SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of EHOFF SCA SICAV-SIF, a Luxembourg partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company with variable share capital established as a specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), having its registered office at 55, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157 783 (the Company). The Company was incorporated on 7<sup>th</sup> December 2010 pursuant to a deed of Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, Number 31 on 7<sup>th</sup> January 2011. The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of 13<sup>th</sup> March 2013 enacted by Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, number 1064 on 4<sup>th</sup> May 2013.

The Meeting is chaired by Mr Henri DA CRUZ, employe, residing professionally in Junglinster (the Chairman).

The Chairman appoints Mr Bob PLEIN, employee, residing professionally in Junglinster, as secretary of the Meeting (the Secretary).

The Meeting elects Mrs Christina SCHMIT, employee, residing professionally in Junglinster as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer). The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The shareholders of the Company (the Shareholders) represented at the Meeting and the number of shares they own are indicated on an attendance list that will remain attached to the present minutes after having been signed by the representative of the Shareholders and the members of the Bureau.

The proxies from the Shareholders represented at the Meeting, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall also remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman requests the notary to record that:

I. It appears from the attendance list that all of the 3,080,374.48 (three millions eighty thousand and three hundred seventy-four and forty-eight hundredth) shares in issue are represented at the Meeting;

II. The represented Shareholders waive their right to a convening notice and declare that they have had sufficient knowledge of the agenda mentioned below;

III. The agenda of the Meeting is the following:

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into voluntary liquidation;
2. Appointment of the liquidator of the Company; and
3. Determination of the powers and remuneration of the liquidator.

IV. After deliberation the Meeting has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting unanimously resolves to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation with immediate effect.

*Second resolution*

The Meeting unanimously resolves, subject to the approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier, to appoint Mr Jean-François Bouchoms, Avocat à la Cour, with professional address at 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, to act as liquidator of the Company (the Liquidator).

*Third resolution*

The Meeting unanimously resolves that, in performing his duties in accordance with the Luxembourg laws of 10 August 1915 on commercial companies (as amended) and 13 February 2007 on specialised investment funds (as amended) (together, the Laws), the Liquidator:

- shall have the broadest powers set forth in articles 144 et seq. of the law of 10 August 1915 on commercial companies (as amended);

- shall have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company and its assets, whatever the nature or size of the operation;

- shall have the corporate signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as a defendant;

- may in the name and on behalf of the Company and in accordance with the Laws, redeem shares issued by the Company;

- is relieved from the obligation of drawing-up an inventory on the period preceding the effective date of liquidation and may refer to the accounts of the Company;

- may, under his own responsibility, for special or specific operations, delegate such part of his powers and for such duration as he may deem fit, to one or several representatives;

- is authorised, with respect to the limits permitted by law, to proceed with the payment of interim liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholder(s) of the Company;



- may, under his signature, validly bind the Company in liquidation towards third parties without any limitation for all deeds and acts including those involving any public official or notary; and
- shall be entitled for the performance of his services as Liquidator to the remuneration agreed in writing between the Company and the Liquidator.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that, at the request of the above appearing parties, these minutes are drafted in English only.

#### *Costs*

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at two thousand and seven hundred euros.

Whereof, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day aforementioned.

After reading of these minutes, the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: Henri DA CRUZ, Bob PLEIN, Christina SCHMIT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 décembre 2015. Relation GAC/2015/11080. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Référence de publication: 2015207836/82.

(150233874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2015.

**Threadneedle Strategic Property Fund IV Luxembourg SA SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 146.228.

In the year two thousand fifteen, the fourteenth day of December,  
before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,  
was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Threadneedle Strategic Property Fund IV Luxembourg S.A. SICAV-SIF, a Luxembourg public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital established as a specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), having its registered office at 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 146.228 (the Company). The Company was incorporated on 15 May 2009 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - No. 1122 on 8 June 2009.

The Meeting is chaired by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange (the Chairman). The Chairman appoints Mrs Marisa GOMES, private employee, residing professionally in Pétange, as secretary of the Meeting (the Secretary). The Meeting elects Mrs Laetita ZUANEL, private employee, residing professionally in Pétange as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer). The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The shareholders of the Company (the Shareholders) represented at the Meeting and the number of shares they own are indicated on an attendance list that will remain attached to the present minutes after having been signed by the representative of the Shareholders and the members of the Bureau.

The proxies from the Shareholders represented at the Meeting, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall also remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman requests the notary to record that:

I. It appears from the attendance list that 178.472 (one hundred seventy-eight point four hundred and seventy-two) shares out of the 272.514 (two hundred seventy-two point five hundred and fourteen) shares in issue are represented at the Meeting, i.e. 65.4 % of the Company's share capital;

II. The Shareholders have been duly and validly convened to the Meeting by convening notices with the agenda of the Meeting;

III. The agenda of the Meeting is the following:

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into voluntary liquidation;
2. Appointment of the liquidators of the Company; and
3. Determination of the powers and remuneration of the liquidators.

IV. After deliberation the Meeting has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting unanimously resolves to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation with immediate effect.

*Second resolution*

The Meeting unanimously resolves, subject to the approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier, to appoint Mr Jean-François Bouchoms and Mr Anthony Braesch, both Avocat à la Cour, with professional address at 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, to act as liquidators of the Company (the Liquidators).

*Third resolution*

The Meeting unanimously resolves that, in performing their duties in accordance with the Luxembourg laws of 10 August 1915 on commercial companies (as amended) and 13 February 2007 on specialised investment funds (as amended) (together, the "Laws"), the Liquidators:

- shall have the broadest powers set forth in articles 144 et seq. of the law of 10 August 1915 on commercial companies (as amended);
- shall have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company and its assets, whatever the nature or size of the operation;
- shall individually (i.e., each of the Liquidators) have the corporate signature and shall individually (i.e., each of the Liquidators) be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as a defendant;
- may in the name and on behalf of the Company and in accordance with the Laws, redeem shares issued by the Company;
- are relieved from the obligation of drawing-up an inventory on the period preceding the effective date of liquidation and may refer to the accounts of the Company;
- may, under their own responsibility, for special or specific operations, delegate such part of their powers and for such duration as they may deem fit, to one or several representatives;
- are authorised, with respect to the limits permitted by law, to proceed with the payment of interim liquidation proceeds (bonis de liquidation) to the shareholder(s) of the Company;
- may, by the sole signature of each of the Liquidators, each of them acting individually, validly bind the Company in liquidation towards third parties without any limitation for all deeds and acts including those involving any public official or notary public; and
- shall be entitled for the performance of their services as Liquidators to the remuneration agreed in writing between the Company and the Liquidators.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that, at the request of the above appearing parties, these minutes are drafted in English only.

Whereof, the present deed was drawn up in Pétange, on the day aforementioned.

After reading of these minutes, the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: Conde, Gomes, Zuanel, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 décembre 2015. Relation: EAC/2015/30725. Reçu douze euros 12,00 €

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016052566/79.

(160011315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2016.

**Codafra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 26.112.700,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 79.824.

—  
DEMERGER PLAN

The board of managers of Codafra S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under Luxembourg law, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 79.824 (hereafter the "Demerged Company") has prepared the following demerger plan (the "Demerger Plan") in accordance with article 289 (2) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"):

*Preamble:*

The board of managers of the Demerged Company proposes a demerger of the Demerged Company by transferring all of the assets and liabilities of the Demerged Company, following the dissolution of the Demerged Company without its liquidation to two (2) newly incorporated limited liability companies (sociétés à responsabilité limitée) governed by Luxembourg law, Codafra 1 S.à r.l. (“Codafra 1”) and FINRED S.à r.l. (“Codafra 2”) (together the “Resulting Companies”) in accordance with articles 288, 289 and following of the Law (the “Demerger”). The assets and liabilities transferred to Codafra 1 comprise the assets and liabilities listed in Schedule 1 (the “Transferred Activities 1”). The assets and liabilities transferred to Codafra 2 comprise the assets and liabilities listed in Schedule 2 (the “Transferred Activities 2”, and together with the Transferred Activities 1, the “Transferred Activities”). The precise description as well as the allocation of all the assets and liabilities to be transferred to the Resulting Companies are described in section 8 hereof, as well as in Schedule 1 and Schedule 2 of this Merger Plan.

The Demerger will be subject to the approval by the extraordinary general meeting of shareholders of the Demerged Company in accordance with article 291 of the Law.

This Demerger Plan will be published in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, at least one month prior to the extraordinary general meeting of the shareholders of the Demerged Company which shall deliberate on the Demerger Plan.

**1. Legal Form - Name - Corporate Seat of the companies participating in the Demerger.**

1.1 Demerged Company

The Demerged Company exists under the form of a société à responsabilité limitée incorporated under Luxembourg law under the name "Codafra S.à r.l.". The registered office of the Demerged Company is established at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and it is registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 79.824.

1.2 Resulting Companies

1.2.1 Codafra 1

Codafra 1 will be incorporated under the form of a société à responsabilité limitée governed by Luxembourg law under the name “Codafra 1 S.à r.l.”. The registered office of Codafra 1 will be established at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

1.2.2 Codafra 2

Codafra 2 will be incorporated under the form of a société à responsabilité limitée governed by Luxembourg law under the name "FINRED S.à r.l.". The registered office of Codafra 2 will be established at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

**2. Exchange ratio of the shares and possible cash payment.**

2.1 Transfer of the Transferred Activities 1

As consideration for the transfer by the Demerged Company of all assets and liabilities constituting the Transferred Activities 1 that will transfer at the Effective Date (as defined in section 5 below), Codafra 1 shall allot newly created fully paid-up shares of Codafra 1 to the sole shareholder of the Demerged Company (the “Sole Shareholder”), and the Demerged Company will be dissolved without liquidation.

In consideration of the transfer of the Transferred Activities 1 of the Demerged Company to Codafra 1, Codafra 1 will issue eleven million three hundred seven thousand two hundred seventy-two (11,307,272) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each as fully paid-up shares.

The shares to be issued by Codafra 1 will be allotted to the Sole Shareholder based on the following exchange ratio:

two hundred sixty-two thousand one hundred twenty-seven (262,127) class A shares having a nominal value of one hundred euro (EUR 100) in the Demerged Company will entitle to eleven million three hundred seven thousand two hundred seventy-two (11,307,272) newly issued shares having a nominal value of one euro (EUR 1.-) in Codafra 1.

The difference between the value of the Transferred Activities 1 and the accounting value of the shares allotted to the Sole Shareholder in consideration for the transfer of the Transferred Activities 1 will be recorded in the share premium, legal reserve, other reserve, result of the current year and carry forward account of Codafra 1.

No cash payment will be made to the Sole Shareholder.

2.2 Transfer of the Transferred Activities 2

As consideration for the transfer by the Demerged Company of all assets and liabilities constituting the Transferred Activities 2 that will transfer at the Effective Date (as defined in section 5 below), Codafra 2 shall allot newly created fully paid-up shares of Codafra 2 to the Sole Shareholder, and the Demerged Company will be dissolved without liquidation.

In consideration of the transfer of the Transferred Activities 2 of the Demerged Company to Codafra 2, Codafra 2 will issue fourteen million eight hundred five thousand four hundred twenty-eight (14,805,428) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each as fully paid-up shares.

The shares to be issued by Codafra 2 will be allotted to the Sole Shareholder based on the following exchange ratio:

two hundred sixty-two thousand one hundred twenty-seven (262,127) class A shares having a nominal value of one hundred euro (EUR 100) in the Demerged Company will entitle to fourteen million eight hundred five thousand four hundred twenty-eight (14,805,428) newly issued shares having a nominal value of one euro (EUR 1.-) in Codafra 2.

The difference between the value of the Transferred Activities 2 and the accounting value of the shares allotted to the Sole Shareholder in consideration for the transfer of the Transferred Activities 2 will be recorded in the share premium, legal reserve, other reserve, result of the current year and carry forward account of Codafra 2.

No cash payment will be made to the Sole Shareholder.

### **3. Delivery modalities of the shares of the Resulting Companies.**

#### **3.1 Transfer of the Transferred Activities 1**

Following allotment of the newly issued shares by Codafra 1 to the Sole Shareholder, the Sole Shareholder will be registered directly as shareholder in the shareholders' register of Codafra 1.

Codafra 1 will not issue share certificates nor allot or deliver fractional shares.

#### **3.2 Transfer of the Transferred Activities 2**

Following allotment of the newly issued shares by Codafra 2 to the Sole Shareholder, the Sole Shareholder will be registered directly as shareholder in the shareholders' register of Codafra 2.

Codafra 2 will not issue share certificates nor allot or deliver fractional shares.

**4. Profit entitlement.** The newly issued shares to be allotted by the Resulting Companies to the Sole Shareholder will entitle it to the profits of the Resulting Companies and then to dividends as of the Effective Date (as defined in section 5 below).

**5. Effective Date - Effectiveness of the Demerger for accounting purposes.** The Demerger will become effective between the Demerged Company and each of the Resulting Companies and will entail ipso jure (by law) the universal transfer of the assets and liabilities forming the Transferred Activities 1 from the Demerged Company to Codafra 1 and of the assets and liabilities forming the Transferred Activities 2 from the Demerged Company to Codafra 2 on the day on which the extraordinary general meeting of shareholders of the Demerged Company will approve the Demerger which is scheduled to take place on 11 April 2016 or any other date approved by the extraordinary general meeting of shareholders of the Demerged Company (the "Effective Date").

The Demerger will become effective towards third parties on the day of the publication in the Luxembourg Official Gazette, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the deed recording the resolutions taken by the Sole Shareholder at the general meeting of shareholders of the Demerged Company.

Codafra 1 will become the legal owner of the transferred assets and liabilities forming the Transferred Activities 1 on the Effective Date.

Codafra 2 will become the legal owner of the transferred assets and liabilities forming the Transferred Activities 2 on the Effective Date.

For accounting purposes, the transfer of the Transferred Activities 1 to Codafra 1 will be deemed to be effective and the activities related to such assets and liabilities will be considered to be undertaken on behalf of Codafra 1 as from 1 January 2016 (the "Accounting Effective Date").

For accounting purposes, the transfer of the Transferred Activities 2 to Codafra 2 will be deemed to be effective and the activities related to such assets and liabilities will be considered to be undertaken on behalf of Codafra 2 as from the Accounting Effective Date.

**6. Special benefits granted to the Sole Shareholder or other holders.** No special benefit has been granted by the Resulting Companies to the Sole Shareholder other than shares. There are no holders of securities of the Demerged Company.

**7. Particular advantages granted to the statutory auditor, the members of the board of managers or the independent auditor.** No particular advantages (in the meaning of article 289 (2) g) of the Law) will be granted to the statutory auditor and the members of the board of managers of the Demerged Company and the Resulting Companies. No independent expert has been appointed by the Demerged Company, as such requirement has been waived by the Sole Shareholder.

**8. Transferred assets and liabilities.** The assets and liabilities pertaining to the Transferred Activities 1 to be transferred by the Demerged Company to Codafra 1 are outlined in Schedule 1 of this Demerger Plan, including for the avoidance of doubt, all rights, privileges and charges related to the Transferred Activities 1.

The assets and liabilities of the Demerged Company pertaining to the Transferred Activities 1 shall transfer to Codafra 1 in their status as existing on the Effective Date and at book value.

The assets and liabilities pertaining to the Transferred Activities 2 to be transferred by the Demerged Company to Codafra 2 are outlined in Schedule 2 of this Demerger Plan, including for the avoidance of doubt, all rights, privileges and charges related to the Transferred Activities 2.

The assets and liabilities of the Demerged Company pertaining to the Transferred Activities 2 shall transfer to Codafra 2 in their status as existing on the Effective Date and at book value.

All assets and liabilities of the Demerged Company will be transferred to the Resulting Companies. Should an asset not be transferred in the Demerger Plan and should the interpretation of the latter not permit its allocation, this asset or its value is allocated to the Resulting Companies proportionally to the assets allocated to them in the Demerger Plan.

Should a liability not be transferred in the Demerger Plan and should the interpretation of the latter not permit its allocation, each of the Resulting Companies is jointly and severally liable with respect to this liability. The joint and several liability of the Resulting Companies is however limited to the net assets allocated to each of them.

The Demerger will cause the dissolution without liquidation of the Demerged Company.

**9. Allocation of shares of the Resulting Companies to the Sole Shareholder of the Demerged Company.** The shares to be issued by Codafr 1 will be allotted and delivered to the Sole Shareholder of the Demerged Company based on the following exchange ratio:

two hundred sixty-two thousand one hundred twenty-seven (262,127) class A shares having a nominal value of one hundred euro (EUR 100) in the Demerged Company will entitle to eleven million three hundred seven thousand two hundred seventy-two (11,307,272) newly issued shares having a nominal value of one euro (EUR 1.-) in Codafr 1.

The shares to be issued by Codafr 2 will be allotted and delivered to the Sole Shareholder of the Demerged Company based on the following exchange ratio:

two hundred sixty-two thousand one hundred twenty-seven (262,127) class A shares having a nominal value of one hundred euro (EUR 100) in the Demerged Company will entitle to fourteen million eight hundred five thousand four hundred twenty-eight (14,805,428) newly issued shares having a nominal value of one euro (EUR 1.-) in Codafr 2.

Such allocation of the shares of each of the Resulting Companies is based on the Sole Shareholder of the Demerged Company holding class A shares in the Demerged Company on the date of the extraordinary general meeting of the shareholders of the Demerged Company approving the Demerger, as evidenced by the shareholders register of the Demerged Company.

**10. Documents for inspection and waiver by the Sole Shareholder of the Demerged Company.** The Sole Shareholder of the Demerged Company is entitled to inspect at the registered office of the Demerged Company the following documents at least one month prior to the date of the extraordinary general meeting of shareholders of the Demerged Company convened for the purpose of deliberating on the Demerger Plan:

- this Demerger Plan; and
- the annual accounts and the management reports (if any) of the Demerged Company for the last three financial years ended 31 December 2012, 2013, and 2014.

The Sole Shareholder may request a copy of these documents free of charge.

The Sole Shareholder has agreed to a waiver of (i) an examination and the report by independent experts in accordance with Article 296 (1) of the Law, (ii) the report of the board of managers in accordance with Article 296 (2) of the Law, and (iii) the interim financial statements in accordance with Article 296 (2) of the Law.

**11. Demerger formalities.** Codafr 1 shall take charge of all formalities (including filing and publication formalities) required by the Law necessary or useful in order to implement or to ensure the effectiveness of the transfer of the Transferred Activities 1 from the Demerged Company to Codafr 1.

Codafr 2 shall take charge of all formalities (including filing and publication formalities) required by the Law necessary or useful in order to implement or to ensure the effectiveness of the transfer of the Transferred Activities 2 from the Demerged Company to Codafr 2.

If required by the Law or deemed necessary or useful, the Demerged Company and each of the Resulting Companies shall execute such agreement or document as will be required to operate the transfer of the assets and liabilities pertaining to the Transferred Activities from the Demerged Company to the Resulting Companies.

**12. Draft projects of the articles of association of the Resulting Companies.** The draft project of the articles of association of Codafr 1 is outlined in Schedule 3 to this Merger Plan.

The draft project of the articles of association of Codafr 2 is outlined in Schedule 4 to this Merger Plan.

**13. Language.** This Spin-Off Proposal is drafted in English followed by a free French translation. In case of discrepancy between the two texts, the English version will prevail.

Signed in Luxembourg, on 26 February 2016.

Codafr S.à r.l.

EDOARDO Carlo Pino

*Authorised Signatory*

#### **Schedule 1.**

#### **Transferred assets and liabilities pertaining to the Transferred Activities 1**

Codafr 1 will receive the following assets and liabilities:

- the receivable in a principal amount of EUR 7,521,972 on the Accounting Effective Date pertaining to accrued interests on receivables from affiliates having a maturity of less than one year;
- other receivables in a principal amount of EUR 171,459 on the Accounting Effective Date pertaining to tax advances paid by the Company for corporate income tax, municipal business tax and net wealth tax;
- the receivable in a principal amount of EUR 50,371,393 on the Accounting Effective Date pertaining to various transferrable securities and other financial instruments;
- cash and other deposit accounts in a principal amount of EUR 28,363,445 on the Accounting Effective Date.

Hence, the balance sheet of Codafra 1 would be as follows (all amounts in EUR):

Assets		Liabilities	
Shares in affiliated undertakings	N/A	Capital and reserves	77,763,764
OLD WAY	N/A	Subscribed capital	11,307,272
Current Assets	86,428,279	Share premium	61,372,257
Accrued interests receivable < 1 year		Legal Reserve	907,394
affiliates	7,521,972	Other Reserve	1,344,824
Other receivables	171,469	Result b/f	26,728
Other transferrable securities and other		Result current year	790,163
financial instruments	50,371,393	Result from the Old Way dissolution	2,015,549
Banks and deposit account	28,363,445	Reserve Rounding	-424
		Other liabilities	8,664,515
		Financial Debt	8,552,211
		Trade payables and bills of exchange payable	33,793
		Tax and social debts	78,512
TOTAL	<u>86,428,279</u>	TOTAL	<u>86,428,279</u>

### Schedule 2.

#### Transferred assets and liabilities pertaining to the Transferred Activities 2

Codafra 2 will receive the following assets and liabilities:

- the receivable in a principal amount of EUR 10,719,325 on the Accounting Effective Date against Red Graniti SpA;
- the receivable in a principal amount of EUR 78,402,388 on the Accounting Effective Date against Red Graniti SpA;
- the receivable in a principal amount of EUR 3,000,000 on the Accounting Effective Date against Red Graniti SpA;
- the receivable in a principal amount of EUR 4,000,000 on the Accounting Effective Date against Fingildo Srl;
- the receivable in a principal amount of EUR 3,200,000 on the Accounting Effective Date against Stonevolution AG;
- the receivable in a principal amount of EUR 2,500,000 on the Accounting Effective Date against Finska Stenindustri AB;

Hence, the balance sheet of Codafra 2 would be as follows (all amounts in EUR):

Assets		Liabilities	
Shares in affiliated undertakings	N/A	Capital and reserves	101,821,714
OLD WAY	N/A	Subscribed capital	14,805,428
Amounts owed by affiliated		Share premium	80,359,129
undertakings	101,821,714	Legal Reserve	1,188,117
Red Graniti SpA -Receivable	10,719,325	Other Reserve	1,760,876
Red Graniti SpA -Receivable	78,402,388	Result b/f	34,441
Red Graniti SpA -Receivable	3,000,000	Result current year	1,034,618
Fingildo Srl - Receivable	4,000,000	Result from the Old Way dissolution	2,639,104
Stonevolution AG Receivable	3,200,000	Other liabilities	N/A
Finska Stenindustri AB -Receivable	2,500,000	Other payables	N/A
TOTAL	<u>101,821,714</u>	TOTAL	<u>101,821,714</u>

### Schedule 3.

#### Draft project of the articles of association of Codafra 1

**Art. 1.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on

commercial companies, as amended (hereafter the «Law»), as well as by the articles of association (hereafter the «Articles»), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one-member company.

**Art. 2.** The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the Company may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to other companies or enterprises any support, loans, advances or guarantees.

The Company may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

**Art. 3.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The Company will have the name “Codafra 1, S.à r.l.”

**Art. 5.** The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6.** The Company's corporate capital is fixed at eleven million three hundred seven thousand two hundred seventy-two euro (EUR 11,307,272), represented by eleven million three hundred seven thousand two hundred seventy-two (11,307,272) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all fully paid-up and subscribed.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by a unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

**Art. 7.** Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

**Art. 8.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 9.** Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 10.** In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable. In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

**Art. 11.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

**Art. 12.** The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the managers) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all arts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of a manager A and a manager B.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agents responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the manager's meetings.

**Art. 13.** The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 14.** The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

**Art. 15.** The Company's financial year begins on the 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December of each year.

**Art. 16.** Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 17.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5 %) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10 %) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

Interim dividends may be paid, in so far as permitted by law.

**Art. 18.** At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 19.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### Schedule 4.

##### Draft project of the articles of association of Codafra 2

**Art. 1.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the «Law»), as well as by the articles of association (hereafter the «Articles»), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one-member company.

**Art. 2.** The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the Company may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to other companies or enterprises any support, loans, advances or guarantees.

The Company may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

**Art. 3.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The Company will have the name “FINRED S.à r.l.”

**Art. 5.** The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.



**Art. 6.** The Company's corporate capital is fixed at fourteen million eight hundred five thousand four hundred twenty-eight euro (EUR 14,805,428), represented by fourteen million eight hundred five thousand four hundred twenty-eight (14,805,428) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all fully paid-up and subscribed.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by a unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

**Art. 7.** Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

**Art. 8.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 9.** Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 10.** In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable. In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

**Art. 11.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

**Art. 12.** The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all arts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of a manager A and a manager B.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agents responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the manager's meetings.

**Art. 13.** The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 14.** The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

**Art. 15.** The Company's financial year beings on the 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December of each year.

**Art. 16.** Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 17.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5 %) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10 %) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

Interim dividends may be paid, in so far as permitted by law.

**Art. 18.** At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 19.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

#### PROJET DE SCISSION

Le conseil de gérance de la société Codafra S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.824 (ci-après la «Société Scindée») a préparé le projet de scission suivant (le «Projet de Scission»), conformément à l'article 289 (2) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»):

#### *Préambule*

Le conseil de gérance de la Société Scindée propose une scission de la Société Scindée par le transfert de l'entière du patrimoine actif et passif de la Société Scindée, suivant la dissolution sans liquidation de la Société Scindée à deux (2) sociétés nouvellement constituées sous droit luxembourgeois, Codafra 1 S.à r.l. («Codafra 1») et FINRED S.à r.l. («Codafra 2») (ensemble les «Sociétés Résultantes») conformément aux articles 288, 289 et suivants de la Loi (la «Scission»). Le patrimoine actif et passif faisant l'objet du transfert à Codafra 1 comprend description du patrimoine actif et passif transféré à Codafra 1 tel qu'énuméré à l'Annexe 1 (les «Activités Transférées 1»). Le patrimoine actif et passif faisant l'objet du transfert à Codafra 2 comprend description du patrimoine actif et passif transféré à Codafra 2 tel qu'énuméré à l'Annexe 2 (les «Activités Transférées 2»), et ensemble avec les Activités Transférées 1, les «Activités Transférées». La description précise ainsi que l'allocation du patrimoine actif et passif à transférer aux Sociétés Résultantes sont décrits dans la section 8 ci-dessous, ainsi qu'à l'annexe 1 et l'annexe 2 du présent Projet de Scission.

La Scission sera soumise à l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Scindée, conformément à l'article 291 de la Loi.

Le Projet de Scission sera publié dans le journal officiel luxembourgeois, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, au moins un mois avant l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Scindée qui est appelée à se prononcer sur le Projet de Scission.

### **1. Forme Sociale - Dénomination - Siège Social des sociétés participant à la Scission.**

#### 1.1 Société Scindée

La Société Scindée existe sous la forme d'une société à responsabilité limitée constituée sous droit luxembourgeois sous le nom «Codafra S.à r.l.». Le siège social de la Société Scindée est sis au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et est enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.824.

#### 1.2 Sociétés Résultantes

##### 1.2.1 Codafra 1

Codafra 1 sera constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous le nom «Codafra 1 S.à r.l.». Le siège social de Codafra 1 sera établi au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

##### 1.2.2 Codafra 2

Codafra 2 sera constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous le nom «FINRED S.à r.l.». Le siège social de Codafra 2 sera établi au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

### **2. Rapport d'échange des parts sociales et montant de la soulte le cas échéant.**

#### 2.1 Transfert des Activités Transférées 1

En contrepartie du transfert par la Société Scindée, qui sera opéré à la Date d'Effet (telle que définie à la section 5 ci-dessous), de l'ensemble du patrimoine actif et passif ayant trait aux Activités Transférées 1, Codafra 1 devra attribuer à l'associé unique de la Société Scindée (l'«Associé Unique») les parts sociales de Codafra 1 qui seront alors émises et entièrement libérées; la Société Scindée sera dissoute sans liquidation.

En contrepartie du transfert par la Société Scindée des Activités Transférées 1, Codafra 1 émettra onze millions trois cent sept mille deux cent soixante-douze (11.307.272) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune entièrement libérées.

Les parts sociales devant être émises par Codafra 1 seront attribuées à l'Associé Unique selon le rapport d'échange suivant:

Deux cent soixante-deux mille cent vingt-sept (262.127) parts sociales de classe A avec une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) dans la Société Scindée donneront droit à onze millions trois cent sept mille deux cent soixante-douze (11.307.272) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune nouvellement émises par Codafra 1.

La différence entre la valeur des Activités Transférées 1 et la valeur comptable des parts sociales attribuées à l'Associé Unique en contrepartie du transfert des Activités Transférées 1 sera enregistrée dans les comptes de prime d'émission, réserve légale, autre réserve, résultat de l'année en cours et report à nouveau de Codafra 1.

Aucun paiement en numéraire ne sera effectué au profit de l'Associé Unique.

#### 2.2 Transfert des Activités Transférées 2

En contrepartie du transfert par la Société Scindée, qui sera opéré à la Date d'Effet (telle que définie à la section 5 ci-dessous), de l'ensemble du patrimoine actif et passif ayant trait aux Activités Transférées 2, Codafra 2 devra attribuer à l'associé unique de la Société Scindée (l'«Associé Unique») les parts sociales de Codafra 2 qui seront alors émises et entièrement libérées; la Société Scindée sera dissoute sans liquidation.

En contrepartie du transfert par la Société Scindée des Activités Transférées 2, Codafra 2 émettra quatorze millions huit cent cinq mille quatre cent vingt-huit (14.805.428) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune entièrement libérées.

Les parts sociales devant être émises par Codafra 2 seront attribuées à l'Associé Unique selon le rapport d'échange suivant:

Deux cent soixante-deux mille cent vingt-sept (262.127) parts sociales de classe A avec une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) dans la Société Scindée donneront droit à quatorze millions huit cent cinq mille quatre cent vingt-huit (14.805.428) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune nouvellement émises par Codafra 2.

La différence entre la valeur des Activités Transférées 2 et la valeur comptable des parts sociales attribuées à l'Associé Unique en contrepartie du transfert des Activités Transférées 2 sera enregistrée dans les comptes de prime d'émission, réserve légale, autre réserve, résultat de l'année en cours et report à nouveau de Codafra 2.

Aucun paiement en numéraire ne sera effectué au profit de l'Associé Unique.

### 3. Modalités de remise des parts sociales des Sociétés Résultantes.

#### 3.1 Transfert des Activités Transférées 1

À la suite de l'attribution des parts sociales nouvellement émises par Codafra 1 à l'Associé Unique, l'Associé Unique sera directement enregistré en tant qu'associé dans le registre des associés de Codafra 1.

Codafra 1 n'émettra pas d'attestations de parts sociales, et elle n'attribuera pas et ne délivrera pas de coupures de parts sociales.

#### 3.2 Transfert des Activités Transférées 2

À la suite de l'attribution des parts sociales nouvellement émises par Codafra 2 à l'Associé Unique, l'Associé Unique sera directement enregistré en tant qu'associé dans le registre des associés de Codafra 2.

Codafra 2 n'émettra pas d'attestations de parts sociales, et elle n'attribuera pas et ne délivrera pas de coupures de parts sociales.

**4. Droit de participation aux bénéfices.** Les parts sociales nouvellement émises devant être attribuées par les Sociétés Résultantes à l'Associé Unique lui donneront droit aux bénéfices des Sociétés Résultantes et ainsi lui donneront droit aux dividendes des Sociétés Résultantes à compter de la Date d'Effet (telle que définie à la section 5 ci-dessous).

**5. Date d'Effet - Effectivité de la Scission à des fins comptables.** La Scission prendra effet entre la Société Scindée et chacune des Sociétés Résultantes, et la Scission entraînera ipso jure (de plein droit) le transfert universel du patrimoine actif et passif des Activités Transférées 1 de la Société Scindée à Codafra 1 et le transfert universel du patrimoine actif et passif des Activités Transférées 2 de la Société Scindée à Codafra 2, à compter du jour où l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Scindée approuvera la Scission qui se tiendra le 11 avril 2016 ou à toute autre date approuvée par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Scindée (la "Date d'Effet").

La Scission prendra effet à l'égard des tiers le jour de la publication de l'acte notarié actant les résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Scindée dans le journal officiel luxembourgeois, Mémorial C, Recueil des Sociétés et associations.

Codafra 1 deviendra le propriétaire légal du patrimoine actif et passif transféré des Activités Transférées 1 à la Date d'Effet.

Codafra 2 deviendra le propriétaire légal du patrimoine actif et passif transféré des Activités Transférées 2 à la Date d'Effet.

Du point de vue comptable, le transfert des Activités Transférées 1 à Codafra 1 sera réputé être effectif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 (la «Date D'Effet Comptable»), de même que l'exercice des activités relevant de ce patrimoine actif et passif au nom de Codafra 1.

Du point de vue comptable, le transfert des Activités Transférées 2 à Codafra 2 sera réputé être effectif à compter de la Date d'Effet Comptable, de même que l'exercice des activités relevant de ce patrimoine actif et passif au nom de Codafra 2.

**6. Avantages particuliers accordés à l'Associé Unique ou autres porteurs de titres.** Aucun avantages particuliers ne seront accordés par les Sociétés Résultantes à l'Associé Unique autres que des parts sociales. Il n'a pas de porteurs de titres de la Société Scindée.

**7. Avantages particuliers attribués au commissaire aux comptes, aux membres du conseil de gérance ou au réviseur d'entreprises agréé.** Aucun avantages particuliers (au sens de l'article 289 (2) g) de la Loi) ne seront accordés au commissaire aux comptes et aux membres du conseil de gérance de la Société Scindée et des Sociétés Résultantes. Aucun réviseur d'entreprises agréé n'a été nommé par la Société Scindée, vu que l'Associé Unique a renoncé à ce prérequis.

**8. Patrimoine actif et passif transféré.** Le patrimoine actif et passif des Activités Transférées 1 devant être transféré par la Société Scindée à Codafra 1 est décrit dans l'Annexe 1 de ce Projet de Scission, y compris, et ce afin de lever toute ambiguïté, tous les droits, privilèges et charges liés aux Activités Transférées 1.

Le patrimoine actif et passif des Activités Transférées 1 de la Société Scindée devra être transféré à Codafra 1 tel qu'il se trouve à la Date d'Effet et à sa valeur comptable.

Le patrimoine actif et passif des Activités Transférées 2 devant être transféré par la Société Scindée à Codafra 2 est décrit dans l'Annexe 2 de ce Projet de Scission, y compris, et ce afin de lever toute ambiguïté, tous les droits, privilèges et charges liés aux Activités Transférées 2.

Le patrimoine actif et passif des Activités Transférées 2 de la Société Scindée devra être transféré à Codafra 2 tel qu'il se trouve à la Date d'Effet et à sa valeur comptable.

Tout le patrimoine actif et passif de la Société Scindée sera transféré aux Sociétés Résultantes. Si un élément du patrimoine actif n'est pas attribué dans le Projet de Scission et que l'interprétation de celui-ci ne permet pas de décider de sa répartition, cet élément ou sa contre-valeur est réparti entre les Sociétés Résultantes de manière proportionnelle à l'actif attribué à chacune de celles-ci dans le Projet de Scission.

Lorsqu'un élément du patrimoine passif n'est pas attribué dans le Projet de Scission et que l'interprétation de celui-ci ne permet pas de décider de sa répartition, chacune des Sociétés Résultantes en est solidairement responsable. La responsabilité solidaire des Sociétés Résultantes est toutefois limitée à l'actif net attribué à chacune d'entre elles.

La Scission entraînera la dissolution sans liquidation de la Société Scindée.

**9. Attribution des parts sociales des Société Résultantes à l'Associé Unique de la Société Scindée.** Les parts sociales devant être émises par Codafra 1 seront attribuées et distribuées à l'Associé Unique selon le rapport d'échange suivant:

Deux cent soixante-deux mille cent vingt-sept (262.127) parts sociales de classe A avec une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) ans la Société Scindée donneront droit à onze millions trois cent sept mille deux cent soixante-douze (11.307.272) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune nouvellement émises par Codafra 1.

Les parts sociales devant être émises par Codafra 2 seront attribuées et distribuées à l'Associé Unique selon le rapport d'échange suivant:

Deux cent soixante-deux mille cent vingt-sept (262.127) parts sociales de classe A avec une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) dans la Société Scindée donneront droit à quatorze millions huit cent cinq mille quatre cent vingt-huit (14.805.428) nouvelles parts sociales avec une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune nouvellement émises par Codafra 2.

Une telle attribution des parts sociales de chacune des Sociétés Résultantes est faite en fonction de la détention de parts sociales de classe A dans la Société Scindée de l'Associé Unique à la date de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Scindée approuvant la Scission tel que cela apparaît dans le registre des associés de la Société Scindée.

**10. Documents disponibles pour examen et renonciation par l'Associé Unique de la Société Scindée.** L'Associé Unique de la Société Scindée a le droit d'examiner au siège social de la Société Scindée, au moins un mois avant la date de l'assemblée générale des associés de la Société Scindée appelée à se prononcer sur le Projet de Scission, les documents suivants:

- ce Projet de Scission; et
- les comptes annuels ainsi que le cas échéants les rapports de gestion de la Société Scindée des trois derniers exercices clôturés aux 31 décembre 2012, 2013 et 2014.

L'Associé Unique peut obtenir une copie de ces documents sans frais et sur simple demande.

L'Associé Unique a renoncé (i) à un examen et le rapport d'expert conformément à l'article 296 (1) de le Loi, (ii) le rapport du conseil de gérance conformément à l'article 296 (2) de la Loi, et (iii) l'état comptable intérimaire conformément à l'article 296 (2) de la Loi.

**11. Formalités de la Scission.** Codafra 1 effectuera à ses frais toutes les formalités (y compris toutes les formalités de dépôts et de publications) requises par la Loi, qui sont nécessaires ou utiles afin de mettre en oeuvre et d'assurer l'effectivité du transfert des Activités Transférées 1 de la Société Scindée à la Codafra 1.

Codafra 2 effectuera à ses frais toutes les formalités (y compris toutes les formalités de dépôts et de publications) requises par la Loi, qui sont nécessaires ou utiles afin de mettre en oeuvre et d'assurer l'effectivité du transfert des Activités Transférées 2 de la Société Scindée à la Codafra 2.

Dans la mesure où la Loi l'impose, ou si cela est jugé nécessaire ou utile, la Société Scindée et chacune des Sociétés Résultantes devront signer tout contrat ou document qui serait requis pour effectuer le transfert de l'actif et du passif relatif aux Activités Transférées de la Société Scindée aux Sociétés Résultantes.

**12. Projets des statuts des Sociétés Résultantes.** Le projet des statuts de Codafra 1 est exposé à l'Annexe 3 de ce Projet de Scission. Le projet des statuts de Codafra 2 est exposé à l'Annexe 4 de ce Projet de Scission.

**13. Langue.** Ce Projet de Scission est rédigé en langue anglaise suivie d'une version française. En cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Luxembourg le 26 février 2016.

Codafra S.à r.l.

*Signataire Autorisé*

### Annexe 1.

#### Patrimoine actif et passif transféré ayant trait aux Activités Transférées 1

Codafra 1 recevra les éléments d'actif et de passif suivants:

- la créance d'un montant principal d'EUR 7.521.972 à la Date d'Effet Comptable relative aux intérêts accrus sur les créances sur des sociétés affiliées ayant une maturité de moins d'un an;
- d'autres créances d'un montant principal d'EUR 171.459 à la Date d'Effet Comptable relatives aux avances sur impôts payées par la Société pour l'impôt sur le revenu des sociétés, l'impôt commercial communal et l'impôt sur la fortune nette;
- la créance d'un montant principal d'EUR 50.371.393 à la Date d'Effet Comptable relative à plusieurs valeurs mobilières transférables et autres instruments financiers;
- des espèces et des dépôts en compte d'un montant principal d'EUR 28.363.445 à la Date d'Effet Comptable.

Le bilan de Codafra 1 se présentera dès lors comme suit (tous les montants en EUR):

Actif		Passif	
Actions dans des entités affiliées	N/A	Capital et réserves .....	77,763,764
OLD WAY	N/A	Capital Souscrit .....	11,307,272
Actif en cours .....	86,428,279	Prime d'émission .....	61,372,257
Créances sur intérêts accrus < 1 an entités affiliées .....	7,521,972	Réserve Légale .....	907,394
Autres créances .....	171,469	Autre réserve .....	1,344,824
Autres valeurs mobilières transférables et autres instruments financiers .....	50,371,393	Résultat reporté .....	26,728
Banques et dépôts en compte .....	28,363,445	Résultat année en cours .....	790,163
		Résultat de la dissolution de Old Way .....	2,015,549
		Réserve Arrondie .....	-424
		Autre Passif .....	8,664,515
		Dette financière .....	8,552,211
		Dettes de commerces et sur lettres de change .....	33,793
		Dette fiscale et charges sociales .....	78,512
<b>TOTAL .....</b>	<b>86,428,279</b>	<b>TOTAL .....</b>	<b>86,428,279</b>

### Annexe 2.

#### Patrimoine actif et passif transféré ayant trait aux Activités Transférées 2

Codafra 2 recevra les éléments d'actif et de passif suivants:

- la créance d'un montant principal d'EUR 10.719.325 à la Date d'Effet Comptable sur Red Graniti SpA;
- la créance d'un montant principal d'EUR 78.402.388 à la Date d'Effet Comptable sur Red Graniti SpA;
- la créance d'un montant principal d'EUR 3.000.000 à la Date d'Effet Comptable sur Red Graniti SpA;
- la créance d'un montant principal d'EUR 4.000.000 à la Date d'Effet Comptable sur Fingildo Srl;
- la créance d'un montant principal d'EUR 3.200.000 à la Date d'Effet Comptable sur Stonevolution AG;
- la créance d'un montant principal d'EUR 2.500.000 à la Date d'Effet Comptable sur Finska Stenindustri AB;

Le bilan de Codafra 2 se présentera dès lors comme suit (tous les montants en EUR):

Actif		Passif	
Actions dans des entités affiliées	N/A	Capital et réserves	101,821,714
OLD WAY	N/A	Capital Souscrit	14,805,428
Montants dûs par entités affiliées	101,821,714	Prime d'émission	80,359,129
Red Graniti SpA - Créance	10,719,325	Réserve Légale	1,188,117
Red Graniti SpA - Créance	78,402,388	Autre Réserve	1,760,876
Red Graniti SpA - Créance	3,000,000	Résultat reporté	34,441
Fingildo Srl - Créance	4,000,000	Résultat année en cours	1,034,618
Stonevolution AG C- réance	3,200,000	Résultat de la dissolution de Old Way	2,639,104
Finska Stenindustri AB -Créance	2,500,000	Autre passif	N/A
		Autres dettes	N/A
TOTAL	101,821,714	TOTAL	101,821,714

### Annexe 3.

#### Projet de statuts de Codafra 1

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «La Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «La Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

**Art. 2.** La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société aura la dénomination «Codafra 1 S.à r.l.»

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à onze millions trois cent sept mille deux cent soixante-douze Euros (11.307.272,- EUR), représenté par onze millions trois cent sept mille deux cent soixante-douze (11.307.272) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales. Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

**Art. 7.** Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

**Art. 9.** Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

**Art. 10.** Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

**Art. 11.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum. Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion des gérants.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 14.** L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

**Art. 15.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 16.** Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

**Art. 17.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des dividendes intérimaires peuvent être payés, dans la mesure où la loi le permet.

**Art. 18.** Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

**Art. 19.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

#### **Annexe 4. Projet de statuts de Codaфра 2**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «La Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «La Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

**Art. 2.** La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute

entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra aussi accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société aura la dénomination «FINRED S.à r.l.»

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à quatorze millions huit cent cinq mille quatre cent vingt-huit Euros (14.805.428,- EUR), représenté par quatorze millions huit cent cinq mille quatre cent vingt-huit (14.805.428) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (1,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales. Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

**Art. 7.** Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de rassemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

**Art. 9.** Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

**Art. 10.** Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

**Art. 11.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum. Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion des gérants.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 14.** L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les



décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

**Art. 15.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 16.** Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

**Art. 17.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des dividendes intérimaires peuvent être payés, dans la mesure où la loi le permet.

**Art. 18.** Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

**Art. 19.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Référence de publication: 2016072122/788.

(160036242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 2016.

---

**KKR Home Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 179.992.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058113/9.

(160018224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

---

**L'Art du Paysage S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3858 Schifflange, 20, rue Denis Netgen.

R.C.S. Luxembourg B 74.188.

---

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058115/9.

(160018266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

---

**L'Art du Paysage S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3858 Schifflange, 20, rue Denis Netgen.

R.C.S. Luxembourg B 74.188.

---

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058116/9.

(160018267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

---

**L'Art du Paysage S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3858 Schifflange, 20, rue Denis Netgen.

R.C.S. Luxembourg B 74.188.

---

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058117/9.

(160018268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

---

**L'Art du Paysage S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3858 Schiffflange, 20, rue Denis Netgen.

R.C.S. Luxembourg B 74.188.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058118/9.

(160018269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

---

**LNR Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 104.839.

Les comptes annuels au 30 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058136/9.

(160018221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

---

**Mac Index Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-7249 Bereldange, 3, rue des Roses.

R.C.S. Luxembourg B 168.577.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058149/9.

(160017850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

---

**METRACO Verwaltungsgesellschaft S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 8, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 64.876.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058162/9.

(160017746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

---

**METRACO Verwaltungsgesellschaft S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 8, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 64.876.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058163/9.

(160017747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

---

**METRACO, Metropolitan Trading Corporation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 32.006.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058164/9.

(160017748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

---

**Metropolitan Trading Corporation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.  
R.C.S. Luxembourg B 32.006.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016058165/9.  
(160017749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

**Meubles Oestreicher S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9768 Reuler, Maison 22.  
R.C.S. Luxembourg B 93.925.

Les comptes annuels au 31.10.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016058166/9.  
(160018186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

**Couleurs d'Ailleurs Sarl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 13B, avenue Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 128.054.

Les comptes annuels abrégés au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016058587/9.  
(160018674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> février 2016.

**Construtec SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-5214 Sandweiler, 23, rue du Cimetière.  
R.C.S. Luxembourg B 47.839.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016058581/9.  
(160019019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> février 2016.

**Investify S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts Fourneaux.  
R.C.S. Luxembourg B 200.777.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den vierten Dezember,

Vor dem unterzeichnenden Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitze in Niederanven.

Versammelten sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung die Aktionäre (die „Versammlung“) der Gesellschaft Investify S.A., eine Aktiengesellschaft mit Sitz in L-6630 Wasserbillig, 38, Grand-rue, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 200.777, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen am 28 September 2015 durch den instrumentierenden Notar, welche sich in Veröffentlichung im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, befindet.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Christian KRATZ, Vermögensverwalter, beruflich ansässig in Ahaus (Deutschland).

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Frau Caroline WEBER, Juristin, beruflich ansässig in Senningerberg.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn Christian KRATZ, vorgenannt.

Da somit das Versammlungsbüro zusammengesetzt wurde, ersucht der Vorsitzende den unterzeichnenden Notar Folgendes zu beurkunden:

I.- Dass die Tagesordnung folgenden Wortlaut hat:

1) Erhöhung des Gesellschaftskapitals um HUNDERT SIEBENUNDSECHZIG TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (167.500,00 EUR) um es von derzeit NEUNZIG TAUSEND EURO (90.000,00 EUR) auf ZWEI HUNDERT SIEBENUND FÜNFZIG TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (257.500,00 EUR) zu bringen, Ausgabe von hundert siebenundsechzig tausend fünf hundert (167.500) neuen Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie und Zahlung in bar, Zeichnung der neu ausgegeben Aktien wie unten angegeben und Verzicht der Aktionäre der Gesellschaft auf ihr bevorzugtes Zeichnungsrecht, soweit notwendig:

Name	Anschrift	Anzahl der zu zeichnenden Aktien/Betrag der Einzahlung in EURO
Christian KRATZ	D-48683 Ahaus, Overbergstrasse 8	20.700
Sebastian HASENACK	D-41464 Neuss, Behringstrasse 11	1.350
Tobias HAUSTEIN	D-52459 Inden, Kreuzstrasse 9	7.443
Daniel MAIER	A-5081 Anif, Dr.- Th.- Guglweg 13	1.500
AIXIGO AG	D-52072 Aachen, Karl-Friedrich-Strasse 68	60.057
Rhein Asset Management GmbH	D-40221 Düsseldorf, Neuer Zollhof 3	43.500
Michael SIEVERS	D-40489 Düsseldorf, Hinacker 7a	1.625
Thomas HOLLER	D-56076 Koblenz, Balthasar-Neumann- Str. 77	1.625
Mark BUEGERS	D-40545 Düsseldorf, Luegplatz 2	1.625
Jörg DONNER	D-50189 Elsdorf, Richard-Wagner- Str.20	500
Jens LEHMANN	D-82335 Berg, Fischbuchet 13	2.575
Erzbischöfliche Vermögensverwaltung GmbH	D-10115 Berlin, Chausseestrasse 128/129	25.000
TOTAL		167.500

2) Nach Annahme des ersten Punktes auf der Tagesordnung, Abänderung des ersten Absatzes von Artikel 5 der Gesellschaftssatzung.

3) Verlegung des Gesellschaftssitzes von der Gemeinde Mertert nach L-4362 Esch-sur-Alzette, 9 avenue des Hauts Fourneaux, und folglich Abänderung des ersten und dritten Absatzes von Artikel 2 der Gesellschaftssatzung.

4) Ernennung von Herrn Christian Kratz, Herrn Tobias Haustein und Herrn Prof. Rüdiger von Nitzsch als neue Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft mit Wirkung ab dem heutigen Tage bis zur nächsten jährlichen Generalversammlung welche im Jahr 2016 stattfinden wird.

II.- Dass die Aktionäre sowie deren etwaigen bevollmächtigte Vertreter, unter der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen sind; diese Anwesenheitsliste, nachdem sie durch die Aktionäre beziehungsweise deren Bevollmächtigte unterschrieben wurde, wird durch das Versammlungsbüro geprüft und unterschrieben.

Die eventuellen Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber werden, nach gehöriger „ne varietur“ Unterzeichnung durch die Parteien und den instrumentierenden Notar, gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigegeben.

III.- Dass in gegenwärtiger Versammlung das gesamte Aktienkapital vertreten ist, dass somit die Versammlung regelmäßig zusammengesetzt ist und befugt ist, über vorstehende Tagesordnung zu beschließen.

Sodann hat die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

*Erster Beschluss:*

Die Versammlung beschließt das Gesellschaftskapital um einen Betrag von HUNDERT SIEBENUNDSECHZIG TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (167.500,00 EUR) zu erhöhen, um es von derzeit NEUNZIG TAUSEND EURO (90.000,00 EUR) auf ZWEI HUNDERT SIEBENUND FÜNFZIG TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (257.500,00 EUR) zu bringen, durch die Schaffung und Ausgabe von hundert siebenundsechzig tausend fünf hundert (167.500) neuer Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie, mit den gleichen Rechten und Verpflichtungen wie die bestehenden Aktien.

*Zeichnung und Einzahlung*

Die bestehenden Aktionäre der Gesellschafter, namentlich (i) Herr Christian Peter KRATZ, vorgeannt, (ii) Herr Sebastian HASENACK, wohnhaft in D-41464 Neuss, Behringstrasse 11, (iii) Herr Tobias HAUSTEIN, wohnhaft in D-52459 Inden, Kreuzstrasse 9, (iv) Herr Daniel Michael MAIER, wohnhaft in A-5081 Anif, Dr.- Th.- Guglweg 13, (v) die Gesellschaft AIXIGO AG, eine deutsche Aktiengesellschaft mit Sitz in D-52072 Aachen, Karl-Friedrich-Strasse 68 und (vi) die Gesellschaft mit beschränkter Haftung Rhein Asset Management GmbH, eine deutsche Gesellschaft mit Sitz in D-40221 Düsseldorf, Neuer Zollhof 3,

die unter (ii) bis (v) genannten Aktionäre werden durch Herrn Christian KRATZ, vorgeannt, auf Grund unter Privatschrift gegebenen Vollmachten vertreten, welche Vollmachten, nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch die Komparenten und den instrumentierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleiben, um mit ihr einregistriert zu werden,

der unter (vi) genannte Aktionär wird hier durch Herrn Christian KRATZ, vorgeannt, einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer, vertreten,

erklären, dass sie auf ihr bevorzugtes Zeichnungsrecht verzichten, soweit notwendig.

Alle neuen Aktien werden wie folgt gezeichnet und in bar eingezahlt:

1) Herr Christian Peter KRATZ, vorgeannt, zeichnet zwanzig tausend sieben hundert (20.700) neue Aktien und zahlt die zwanzig tausend sieben hundert (20.700) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von ZWANZIG TAUSEND SIEBEN HUNDERT EURO (20.700,00 EUR) in bar.

2) Herr Sebastian HASENACK, vorgeannt; zeichnet tausend drei hundert fünfzig (1.350) neue Aktien und zahlt die tausend drei hundert fünfzig (1.350) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von TAUSEND DREI HUNDERT FÜNFZIG EURO (1.350,00 EUR) in bar.

3) Herr Tobias HAUSTEIN, vorgeannt, zeichnet sieben tausend vier hundert dreiundvierzig (7.443) neue Aktien und zahlt die sieben tausend vier hundert dreiundvierzig (7.443) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von SIEBEN TAUSEND VIER HUNDERT DREIUNDVIERZIG EURO (7.443,00 EUR) in bar.

4) Herr Daniel Michael MAIER, vorgeannt, zeichnet tausend fünf hundert (1.500) neue Aktien und zahlt die tausend fünf hundert (1.500) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (1.500,00 EUR) in bar.

5) Die Gesellschaft AIXIGO AG, vorgeannt, zeichnet sechzig tausend siebenundfünfzig (60.057) neue Aktien und zahlt die sechzig tausend siebenundfünfzig (60.057) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von SECHZIG TAUSEND SIEBENUNDFÜNFZIG EURO (60.057,00 EUR) in bar.

6) Die Gesellschaft Rhein Asset Management GmbH, vorgeannt, zeichnet dreiundvierzig tausend fünf hundert (43.500) neue Aktien und zahlt die dreiundvierzig tausend fünf hundert (43.500) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von DREIUNDVIERZIG TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (43.500,00 EUR) in bar.

7) Herr Michael SIEVERS, Vermögensverwalter, geboren in Düsseldorf (Deutschland) am 26 März 1960, wohnhaft in D-40489 Düsseldorf, Hinacker 7a, zeichnet tausend sechshundert fünfundzwanzig (1.625) neue Aktien und zahlt die tausend sechshundert fünfundzwanzig (1.625) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von TAUSEND SECHS HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (1.625,00 EUR) in bar.

8) Herr Thomas HOLLER, Vermögensverwalter, geboren in Kolbenz (Deutschland) am 26 August 1958, wohnhaft in D-56076 Koblenz, Balthasar-Neumann-Str. 77, zeichnet tausend sechshundert fünfundzwanzig (1.625) neue Aktien und zahlt die tausend sechshundert fünfundzwanzig (1.625) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von TAUSEND SECHS HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (1.625,00 EUR) in bar.

9) Herr Mark BUEGERS, Vermögensverwalter, geboren in Ahaus (Deutschland) am 28 August 1974, wohnhaft in D-40545 Düsseldorf, Luegplatz 2, zeichnet tausend sechs hundert fünfundzwanzig (1.625) neue Aktien und zahlt die tausend sechs hundert fünfundzwanzig (1.625) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von TAUSEND SECHS HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (1.625,00 EUR) in bar.

10) Herr Jörg DONNER, Vermögensverwalter, geboren in Herne (Deutschland) am 27 Juni 1962, wohnhaft in D-50189 Elsdorf, Richard-Wagner-Str.20, zeichnet fünf hundert (500) neue Aktien und zahlt die fünf hundert (500) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von FÜNF HUNDERT EURO (500,00 EUR) in bar.

11) Herr Jens LEHMANN, Profisportler, geboren in Essen (Deutschland) am 10 November 1969, wohnhaft in D-82335 Berg, Fischbuchet 13, zeichnet zwei tausend fünf hundert fünfundsiebzig (2.575) neue Aktien und zahlt die zwei tausend fünf hundert fünfundsiebzig (2.575) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von ZWEI TAUSEND FÜNF HUNDERT FÜNFUNDSIEBZIG EURO (2.575,00 EUR) in bar.

12) Die Gesellschaft Erzbischöfliche Vermögensverwaltung mbh, eine deutsche Gesellschaft mit Sitz in D-10115 Berlin, Chausseestrasse 128/129, eingetragen im Handelsregister B des Amtsgerichts Charlottenburg unter der Nummer HRB 13845, zeichnet fünfundzwanzig tausend (25.000) neue Aktien und zahlt die fünfundzwanzig tausend (25.000) neuen Aktien voll ein durch die Einbringung von FÜNFUNDZWANZIG TAUSEND EURO (25 000,00 EUR) in bar.

Alle unter 2) bis 5) und 7) genannten Personen werden hier durch Herrn Christian KRATZ, vorgeannt, auf Grund privatschriftlicher Vollmachten vertreten und die unter 6) genannte Gesellschaft wird durch Herrn Christian KRATZ, vorgeannt, in seiner Funktion als einzelzeichnungsberechtigter Geschäftsführer vertreten.

Die neuen Aktien wurden ganz in bar eingezahlt, so dass der Betrag von HUNDERT SIEBENUNDSECHZIG TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (167.500,00 EUR) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichnenden Notar durch ein Bankzertifikat nachgewiesen wurde.

#### *Zweiter Beschluss*

Nach Annahme des ersten Punktes auf der Tagesordnung beschließt die Versammlung den ersten Absatz von Artikel 5 der Gesellschaftssatzung abzuändern damit er folgenden Wortlaut erhält:

„Das gezeichnete Aktienkapital beträgt zwei hundert siebenundfünfzig tausend fünf hundert Euro (257.500,00 EUR) eingeteilt in zwei hundert siebenundfünfzig tausend fünf hundert (257.500) Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie.“

*Dritter Beschluss*

Die Versammlung beschließt, den Gesellschaftssitz von der Gemeinde Mertert nach L-4362 Esch-sur-Alzette, 9 avenue des Hauts Fourneaux zu verlegen und folglich den ersten und dritten Absatz von Artikel 2 der Gesellschaftssatzung abzuändern damit sie folgenden Wortlaut bekommen:

Absatz 1:

„Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Esch an der Alzette.“

Absatz 3:

„Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde Esch an der Alzette verlegt werden.“

*Vierter Beschluss:*

Die Versammlung ernannt:

- Herrn Christian Kratz, vorbenannt;
- Herrn Tobias Haustein, vorbenannt;
- Herrn Prof. Rüdiger von Nitzsch, Professor, geboren am 06 Mai 1960 in Essen, wohnhaft in D-52066 Aachen, Ronheider Weg 76b;

zu neuen Verwaltungsratsmitgliedern ab dem heutigen Tag. Ihr Mandat endet mit der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2016.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

*Feststellung*

Der unterzeichnende Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 erfüllt sind.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen am Datum wie eingangs erwähnt zu Senningerberg.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchliche Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Caroline Weber, Christian Kratz, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 11 décembre 2015. 1LAC/2015/39421. Reçu 75.-€.

*Le Receveur* (signé): Paul Molling.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 17. Dezember 2015.

Référence de publication: 2015206774/165.

(150233226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

**Total Marine Solutions S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 133.064.

Les comptes annuels au 31-12-2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058324/9.

(160018137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

**Theisen & Schmitz, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 31, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 89.233.

Les comptes annuels abrégés au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058322/9.

(160018500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

**Xenfin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 144.618.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme  
XENFIN S.A.  
Signature

Référence de publication: 2016058349/12.

(160018487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2016.

---

**medi-K s.à r.l, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1430 Luxembourg, 10, boulevard Pierre Dupong.  
R.C.S. Luxembourg B 159.201.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016058364/10.

(160019438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> février 2016.

---

**Aberdeen Property Nordic Fund I SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 113.948.

Les comptes consolidés au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058372/10.

(160018937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> février 2016.

---

**Akeance Group, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 173.523.

Le bilan au 30 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art.81 de la Loi du 19 décembre 2002)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016058375/10.

(160019538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> février 2016.

---

**Areff LP Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 124.981.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2016.

Aberdeen Global Services S.A.

*Agent Domiciliataire*

Référence de publication: 2016058391/12.

(160018936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> février 2016.

---

**Jucalo, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3784 Tétange, 24, rue de Rumelange.

R.C.S. Luxembourg B 118.348.

—  
DISSOLUTION

L'an deux mil quinze, le premier décembre,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

a comparu:

Monsieur Jean-Pierre WAGNER, salarié, né le 26 octobre 1963 à Esch/Alzette, demeurant à L-4323 Esch/Alzette, 52, rue Caspar Mathias Spoo.

Détenteur de toutes les 100 parts sociales représentant le capital de la société à responsabilité limitée JUCALO s.à r.l., avec siège à L-3784 Tétange, 24, rue de Rumelange, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 juillet 2006, publié au Mémorial C numéro 1910 du 11 octobre 2006 et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

Lequel a déclaré:

Qu'il est le seul associé de la société à responsabilité limitée JUCALO s.à r.l., avec siège à Tétange, 24, rue de Rumelange, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 118348, Que la société JUCALO s.à r.l. a cessé toute activité commerciale.

Que les comptes sociaux sont parfaitement connus de l'associé et sont approuvés par lui.

Que tout le passif de la société a été apuré et que tout l'actif a été distribué.

Que la société ne possède ni immeuble ni part d'immeuble.

Que la société ne détient pas de participation dans d'autres sociétés.

Que le comparant n'a plus de revendication envers la société.

Ceci approuvé, le comparant a prié le notaire d'acter les résolutions unanimes suivantes:

1. La société JUCALO s.à r.l est dissoute et liquidée avec effet immédiat.
2. Pour autant que de besoin, Monsieur Jean-Pierre WAGNER, préqualifié, est à considérer comme liquidateur, qui est également personnellement et solidairement responsable des frais des présentes.
3. Les documents de la société seront conservés pendant un délai de cinq ans à L-3784 Tétange, 24, rue de Rumelange.
4. Au cas où, par impossible, une dette ou une créance aurait échappé au liquidateur, l'associé susdit en supporterait les frais ou en ferait le bénéfice.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J-P. Wagner, C. Mines.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 2 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/38055. Reçu soixante-quinze euros 75,-€.

*Le Receveur (signé): Paul MOLLING.*

POUR COPIE CONFORME,

Capellen, le 4 décembre 2015.

Référence de publication: 2015206863/41.

(150232945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

---

**Blue Power Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1643 Luxembourg, 4, rue de la Grève.

R.C.S. Luxembourg B 123.317.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 janvier 2016.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2016003497/11.

(160001673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.

---